

CAMEROUN : ETAT FRAGILE ?

Rapport Afrique N°160 – 25 mai 2010

TABLE DES MATIERES

SYNTHESE	i
I. INTRODUCTION	1
II. DU CAMEROUN SOUS MANDATS AU CAMEROUN MODERNE – CONTINUITÉ DU POUVOIR ET RESISTANCE	1
A. DES POUVOIRS COLONIAUX A L'INDEPENDANCE	1
1. 1884-1945 : les débuts du Cameroun moderne.....	2
2. 1945-1955 : l'émergence de la politique camerounaise.....	3
3. 1955-1961 : un parcours turbulent vers l'indépendance	5
B. LE CAMEROUN INDEPENDANT 1961-1982 : LES IMPERATIFS D'UNITE ET DE STABILITE	8
1. L'anéantissement de l'UPC et la création d'un Etat à parti unique	8
2. Centralisation de l'Etat et de tous ses pouvoirs	9
3. Cooptation, corruption et répression.....	10
III. PAUL BIYA AU POUVOIR : LES DEFIS DU PLURALISME	12
A. 1982-1990 : FAUX DEPART	12
1. 1982-1984 : une transition modèle qui tourne au vinaigre	12
2. 1985-1989 : l'échec de la démocratie de parti unique	13
B. DEMOCRATISATION ET POLITIQUE MULTIPARTISTE	14
1. 1990-1992 : l'émergence explosive des mouvements pro-démocratie	14
2. 1992-1997 : débat constitutionnel et décentralisation partielle.....	15
3. 1997-2004 : retour à l'autoritarisme	16
IV. COMMENT LE CAMEROUN EST-IL GOUVERNE ?	18
A. SCENE POLITIQUE	18
1. Le régime	18
2. L'opposition.....	20
B. PERIPHERIES ET VOISINS	22
1. Le Nord	23
2. La minorité anglophone	24
3. Relations avec les voisins : succès diplomatiques et risques persistants	26
V. LE CAMEROUN EST-IL FRAGILE ?	28
A. FORCES	28
B. FAIBLESSES	29
1. Facteurs de conflit.....	29
2. Scenarios	31
VI. CONCLUSION	32

APPENDICES

A. CARTE DE CAMEROUN	33
B. CARTE DE CAMEROUN 1919-1960	34
C. HISTOIRE DU CAMEROUN – CHRONOLOGIE	35
D. SIGLES	38
E. RESULTATS ELECTORAUX	40

CAMEROUN : ETAT FRAGILE ?

SYNTHESE

La stabilité apparente du Cameroun dans une région turbulente ne peut pas être considérée comme étant acquise. La cooptation des élites grâce à la distribution des ressources de l'Etat, et l'émigration de nombreux jeunes éduqués fournissent une soupape de sécurité contre les tensions, mais l'échec de la réforme et le maintien de pratiques caractéristiques de la mauvaise gouvernance ont amené beaucoup de Camerounais à ne plus croire en l'Etat de droit ou en la possibilité d'une transition politique pacifique. De multiples risques de conflit existent à l'approche des élections présidentielles de 2011 et au-delà. Ce rapport de fond, le premier de Crisis Group sur le Cameroun, analyse les racines historiques de l'impasse actuelle.

L'histoire du Cameroun révèle un schéma de périodes de stabilité apparente suivies de crises violentes. Au cours de longues périodes (début des années 1950, années 1970), les problèmes ont été masqués sans être résolus. A la fin des années 1950, des troubles généralisés ont accueilli l'interdiction du principal parti opposé à la domination française, et se sont transformés en une longue et sanglante guérilla. L'indépendance est accordée en 1960, mais dans un contexte de violences étendues. En 1961, alors que la partie Sud du Cameroun anglophone sous domination britannique vote pour rejoindre le Cameroun francophone, le Nord choisit de rester au sein de la fédération nigériane.

La fin des années 1960 et les années 1970 marquent une période de paix relative. Le régime nourrit une obsession pour l'unité et la stabilité après les traumatismes des années 1950, mais, après avoir combattu l'unique véritable mouvement de libération, il manque de légitimité historique. Il est autocratique, et le pluralisme et la diversité sont accusés de menacer de manière inacceptable le projet de construction de la nation. Néanmoins, l'économie croît, et un réel développement prend place.

La démission du président Ahidjo en novembre 1982 et la transmission du pouvoir à son Premier ministre, Paul Biya, se passe tout d'abord en douceur. Mais très vite, les tensions émergent, et aboutissent en avril 1984 à une tentative de coup d'Etat, dont on accuse les partisans d'Ahidjo. Elle est violemment réprimée et n'est suivie d'aucun

processus de réconciliation, et le traumatisme de cette époque demeure une source d'amertume parmi beaucoup d'habitants du Nord, la région d'origine d'Ahidjo. Parallèlement, certains Camerounais du Sud, y compris dans les forces de sécurité, ont un sentiment d'inachevé et craignent des actes de vengeance communautaire suite à la répression de 1984.

Au début des années 1990, des partis d'opposition voient le jour, et des élections multipartites sont organisées. Pendant deux ans et demi, le régime est sérieusement menacé dans les bureaux de vote et dans la rue, et les frustrations provoquent des violences généralisées en 1991. Mais après avoir survécu à ce nouveau défi, le président Biya et son parti parviennent à faire reculer les réformes et restaurent un régime autoritaire derrière une façade de pratiques démocratiques.

Aujourd'hui, le projet de construction nationale semble à bout, alors que l'économie stagne et que le chômage et les inégalités s'accroissent. L'économie est tirée en arrière par la corruption et l'inertie, et la population n'a vu que peu de la croissance économique principalement issue de l'exploitation des ressources naturelles du pays. Tandis que les forces de mobilisation potentielles sont faibles et dispersées, la colère populaire demeure forte.

Le régime a conservé ses vieux réflexes conservateurs, mais les expériences et attentes d'une population jeune ont évolué. L'opposition politique est affaiblie par des divisions internes et l'érosion de l'espace démocratique, ce qui limite les possibilités d'exprimer un mécontentement légitime. L'explosion de colère en février 2008, provoquée par la décision de Biya de faire modifier la constitution pour briguer un autre mandat présidentiel, a souligné les dangers de cette situation.

Le Cameroun partage un certain nombre de caractéristiques avec des pays qui ont connu un conflit civil, dont notamment des instances dirigeantes hautement centralisées et personnalisées, une manipulation politique des tensions ethniques et une corruption étendue. Même s'il parvient à surmonter les défis immédiats, la possibilité d'une détérioration, à long terme, qui provoquerait un conflit

ouvert ne peut pas être exclue. En Côte d'Ivoire, une longue lutte pour la succession du président fondateur a posé les bases d'une guerre civile. Alors que le président Biya a maintenant 77 ans, et en l'absence de déclarations claires sur ses intentions, la question de la succession présidentielle ne peut qu'inquiéter.

Les événements en Guinée en décembre 2008, où un Etat de droit faible et la manipulation de la constitution ont servi de prétexte à de jeunes officiers pour prendre le pouvoir avec des conséquences désastreuses, invitent tous ceux qui s'intéressent au Cameroun à réfléchir. La constitution et l'Etat de droit de façon générale y sont peu respectés. La fin de la présidence Biya, la deuxième seulement qu'a connue le pays, risque fort d'être tendue. Mais elle pourrait aussi être une occasion d'engager les réformes nécessaires à la garantie de la stabilité à long terme du pays.

La communauté internationale a souvent fourni une aide décisive au régime camerounais. Bien que cette aide ait été accompagnée de pressions en faveur de réformes, très peu d'entre elles ont vu le jour. Le danger est que le régime voie maintenant dans toute ouverture une menace fondamentale à sa survie et durcisse ses positions à l'approche de l'élection présidentielle.

La plupart des bailleurs de fonds et autres partenaires internationaux sont réticents à critiquer le régime et semblent prêts à tolérer son jeu du chat et de la souris de fausses réformes politiques et économiques. Mais un Cameroun instable, ou simplement quelques années supplémentaires de mauvaise gouvernance, risquent de menacer une région fragile. Ces problèmes soulèvent des inquiétudes légitimes au-delà du Cameroun et suggèrent un cas classique de prévention précoce d'un conflit. Mais les intérêts particuliers internationaux et nationaux devront être remis en cause pour engager les changements nécessaires afin d'éviter l'instabilité. Les bailleurs de fonds devraient peser de tout leur poids, à la fois financier et diplomatique, pour envoyer un message sans ambiguïté au gouvernement camerounais.

Dakar/Nairobi/Bruxelles, 25 mai 2010

CAMEROUN : ETAT FRAGILE ?

I. INTRODUCTION

Le Cameroun, un pays de 20 millions d'habitants, partage des frontières avec six Etats à la stabilité politique très variable. Le pays est donc d'une importance vitale pour la sécurité de la région, une position en contradiction avec son profil diplomatique plutôt discret. Il joue en particulier un rôle crucial dans le puzzle sécuritaire du Golfe de Guinée et représente un point de passage obligé pour ses voisins de l'Est, qui dépendent de ses infrastructures pour leur ravitaillement en biens de première nécessité.

Mais ses institutions sont faibles, et de multiples risques de conflit existent. L'étendue de la violence locale souligne l'emprise limitée de l'Etat sur l'ordre public. Il réagit par vagues de répression périodiques, avec peu d'égard pour les droits de l'homme. Rien n'est fait pour résoudre les fractures au niveau national, qu'elles caractérisent les relations entre le Nord et le reste du pays, entre la minorité anglophone et la majorité francophone ou la multitude des divisions ethniques politisées. Ces tensions restent contenues pour le moment, mais la possibilité d'une crise nationale qui se propagerait au niveau local ne peut pas être écartée.

Ce risque est exacerbé par le refus catégorique du gouvernement d'engager le dialogue ou de négocier avec l'un ou l'autre des nombreux mouvements qui s'opposent à lui. Son réflexe systématique reste d'acheter ceux qu'il peut et de traiter les autres en forces illégitimes ou subversives. La loi est appliquée de manière inégale afin de favoriser ceux qui se montrent loyaux au régime, un schéma répété dans la distribution des ressources et des emplois publics. La perspective d'un changement démocratique de régime, ou de dirigeant, est donc réduite.

La capacité éventuelle du Cameroun à jouer un rôle positif dans la région et à éviter d'être entraîné dans les nombreux conflits transfrontaliers dépend de son aptitude à améliorer sa gouvernance et à contenir tout risque d'instabilité potentielle à l'intérieur de ses propres frontières. Ce rapport de fond, qui sera suivi par un briefing, examine l'histoire du pays, sa scène politique contemporaine et les relations entre ses principaux groupes sociaux afin de souligner les risques d'instabilité potentielle et de suggérer des façons de les résorber.

II. DU CAMEROUN SOUS MANDATS AU CAMEROUN MODERNE – CONTINUITÉ DU POUVOIR ET RESISTANCE

Les problèmes actuels ont des origines historiques. Cela ne revient pas à dire que le Cameroun n'a pas profondément changé au cours des dernières décennies ; il a, au contraire, beaucoup changé. Mais les réflexes, habitudes et méthodes de gouvernance étatique y sont le produit d'une extraordinaire continuité de régime. De même, les groupes d'opposition, au sein du parlement ou dans la rue, font usage de tactiques similaires à celles utilisées depuis la lutte pour l'indépendance des années 1950 jusqu'au combat pour la démocratie des années 1990.

L'indépendance est acquise en 1960 dans un climat de quasi guerre civile. Cette situation a profondément marqué l'élite camerounaise émergente et a été utilisée pour justifier un Etat centralisé et autoritaire, qui a garanti avec succès la continuité du régime. Mais, comme à l'ère coloniale, la construction étatique s'est faite aux dépens du pluralisme et n'a jamais pu compenser le manque de légitimité du régime, conséquence de l'élimination du véritable mouvement national d'indépendance à la fin des années 1950. Le rejet du pluralisme a conduit à un déficit de dialogue et à une incapacité à prendre en compte le mécontentement ou l'opinion minoritaire, ce qui a ensuite donné lieu à une situation où la réforme politique est bloquée. Les frustrations ainsi générées ont entraîné des explosions de violence périodiques dans les rues des principales villes du pays, selon un motif sans cesse répété de 1945 à nos jours.

A. DES POUVOIRS COLONIAUX A L'INDEPENDANCE

La forme du Cameroun moderne, et nombre de ses problèmes actuels, puisent leurs origines dans l'époque coloniale. Les puissances coloniales ont remodelé le territoire selon leurs priorités, installant des plantations, déplaçant les populations et établissant les fondations d'une vie urbaine moderne. Ces politiques ont constitué le terreau du mouvement nationaliste des années 1950 qui s'est appuyé

sur une histoire coloniale complexe pour justifier sa demande d'indépendance. Les relations entre ce mouvement et les autorités coloniales, et le dénouement violent de la fin des années 1950, ont fortement influencé le Cameroun moderne.

1. 1884-1945 : les débuts du Cameroun moderne

Le 12 juillet 1884, le gouvernement allemand signe un traité avec deux chefs traditionnels sur la côte Sud-Ouest de ce qui constitue maintenant le Cameroun. Cette démarche, savamment entreprise pour mettre un frein à l'expansion britannique dans la zone, marque les débuts d'une histoire coloniale particulièrement complexe et faite de nombreux soubresauts. Pendant leur courte domination, les Allemands donnent au Cameroun moderne sa forme de base – poussant au nord jusqu'au lac Tchad et négociant les frontières coloniales avec les Français et les Britanniques.

Les Allemands posent également les bases de la géographie économique du Cameroun, dont une grande partie reste en place de nos jours. De larges plantations sont établies tout au long de la côte méridionale, et les entreprises allemandes privent les commerçants africains de leurs positions d'intermédiaires autrefois si lucratives. La ville de Douala est développée pour devenir le principal port de la région, un élément-clé des projets allemands de création d'un empire d'Afrique centrale (« Mittelafrika »). Ce développement précoce se fait à un prix de sacrifices immenses pour les populations indigènes. Les Allemands font montre d'une telle brutalité que le Gouverneur Von Puttkamer est rappelé à l'ordre, avant qu'une politique coloniale qui se veut plus libérale ne soit introduite en 1907.¹

La campagne du Cameroun de la Première Guerre mondiale ne dure que 18 mois mais les déplacements de population qu'elle provoque et la conscription dans l'armée allemande ont un impact significatif. Les Allemands sont finalement repoussés à la fin de l'année 1915, et les Britanniques et Français se partagent le pays par l'accord du 4 mars 1916. Malgré les tentatives françaises et britanniques d'intégrer le territoire dans les colonies existantes et donc d'empêcher toute ingérence internationale, cet arrangement est converti en 1922 en deux mandats de la Société des nations, avec un territoire sous administra-

tion britannique couvrant environ 20 pour cent du territoire et de la population, et le reste sous administration française. Les Britanniques divisent leur territoire sous mandat en deux entités administrées séparément, au Nord et au Sud.

Dans les années 1920, les Français entament un programme de travaux publics supervisé par une administration coloniale considérablement renforcée.² En termes économiques nets, cette politique est un succès, avec des échanges commerciaux multipliés par cinq entre 1922 et 1938. Elle a également un impact profond sur la société indigène. On a recours au travail forcé, bien que celui-ci soit interdit selon les termes du mandat. Selon le code de l'indigénat des colonies françaises, introduit au Cameroun en 1924, les administrateurs locaux ont un pouvoir sans limite sur les sujets coloniaux ; les coups de bâton et de fouet arbitraires n'ont alors rien d'exceptionnel.

Mais le développement colonial est également synonyme d'avancées importantes pour une minorité de la population indigène. Beaucoup bénéficient de l'éducation dispensée par les missionnaires et des nouvelles interactions culturelles liées à la vie urbaine. Certains trouvent un emploi dans l'administration coloniale, tandis que d'autres sont encouragés par les Français à développer de petites fermes commerciales. Des changements similaires prennent place pendant la période de l'entre-deux-guerres au Cameroun britannique, administré comme une partie intégrante du Nigeria britannique. La zone côtière méridionale, qui bénéficie d'une main d'œuvre immigrée venue du Cameroun français et du Nigeria, est socialement dynamique et devient le site de mouvements politiques précoces dans les années 1930.³

Les politiques de développement ont un impact significatif sur l'usage des terres et sur le système de gouvernement traditionnel. Tandis que la terre gagne en valeur, le fait de pouvoir revendiquer un titre traditionnel devient décisif. Les conflits deviennent ordinaires entre les communautés autochtones et la main d'œuvre immigrée. C'est particulièrement vrai des zones du Sud-Ouest autour de Douala et de la zone côtière du Cameroun britannique, où un large nombre de travailleurs immigrés des « *grassfields* » situés plus au nord (autour de Bamenda et de Bafoussam). Certains de ces immigrants prospèrent dans le commerce et investissent leurs gains dans les terres, mais leurs titres sont souvent contestés par les com-

¹ Sur l'ère coloniale allemande, voir Richard Joseph, *Le mouvement nationaliste au Cameroun : les origines sociales de l'UPC (1946-1958)* (Paris, 1986, d'abord publié en 1977 sous le titre *The Radical Nationalist Movement in Cameroon*, mais désormais épuisé dans sa version anglaise), p. 39-43 ; Victor T. Le Vine, *The Cameroons from Mandate to Independence* (Berkeley, 1964), chapitre II ; et Achille Mbembe, *La naissance du maquis dans le Sud-Cameroun, 1920-1960* (Paris, 1996), p.44-68.

² Sur le Cameroun sous administration française pendant la période de l'entre-deux-guerres, voir Le Vine, op. cit., chapitre IV ; Mbembe, op. cit., chapitres I, IV et V ; Joseph, op. cit., p. 43-56. Pour une introduction générale à la politique coloniale française de l'entre-deux-guerres, voir Thobie et al, *Histoire de la France coloniale* (Paris, 1990), chapitre 7.

³ Voir Le Vine, op. cit., chapitre VIII.

munautés locales. Des conflits fonciers opposent également les communautés locales et les pouvoirs coloniaux. Dans les années 1900 déjà, le groupe ethnique Douala⁴ avait fait pression sur l'administration coloniale pour que celle-ci lui rende des terres en bord de fleuve qu'elle avait confisquées. Le conflit avait culminé avec la pendaison en 1913 d'un de leurs chefs, Manga Bell, accusé de sédition.

Les chefferies locales sont réorganisées par les Britanniques comme par les Français et classées selon leur importance (chefs du premier au troisième degré).⁵ Dans certains cas, ces modifications renforcent le rôle d'autorités traditionnelles déjà existantes et acceptées, tandis que dans d'autres, de nouvelles chefferies sont tout simplement créées afin d'organiser le recrutement de la main d'œuvre et la collecte des impôts. Au Nord, les dirigeants locaux traditionnels et religieux avaient négocié avec les Allemands pour maintenir leur autorité en retour de paiements tributaires et d'une reconnaissance formelle de la domination coloniale. Les Français maintiennent cet arrangement. La réorganisation de la scène politique locale et les nouvelles ressources mises à la disposition de ceux qui peuvent revendiquer une autorité traditionnelle (les chefs conservent une portion des impôts ainsi levés, et font souvent usage du travail forcé pour leur profit personnel) déclenchent des conflits autour de la légitimité des chefs, dont beaucoup continuent de couvrir aujourd'hui.

En réorganisant la société indigène, les politiques de développement coloniales, à partir de la période de l'entre-deux-guerres, posent les fondations de la conscience politique camerounaise. Les Camerounais nouvellement instruits sont exclus des structures administratives (le conseil territorial est entièrement composé d'Européens jusqu'en 1927 et n'inclut que quatre Camerounais indigènes en 1945). Ils développent néanmoins des aspirations politiques basées sur la promesse française que le colonialisme aboutira à une plus grande « maturité » politique et, en fin de compte, à une plus grande autonomie. L'agitation autour des terres, soulignée plus haut, amène les Douala à organiser des groupes de pression afin de déposer des réclamations auprès des administrateurs coloniaux. Dans quelques cas exceptionnels, ces mouvements expriment une revendication nationaliste d'indépendance, par exemple sous la férule de l'activiste Vincent Ganty en 1931.

Les églises chrétiennes sont également un foyer précoce de prise de conscience politique, en particulier parce que la présence allemande a donné lieu à une plus grande diversité de missions chrétiennes que dans le reste de l'Afrique coloniale française. Les débats autour d'un contrôle indigène de la vie religieuse poussent les questions d'autonomie politique sur le devant de la scène.⁶

L'organisation laïque la plus importante parmi les premières à exprimer des idées nationalistes dans les années 1930 est la Jeunesse camerounaise française (Jeucafra). Elle est établie par les Français en 1938 pour soutenir leur administration face à la pression croissante de l'Allemagne déterminée à récupérer ses anciennes colonies. Mais l'association ne se plie pas tout à fait à son mandat pro-français. Certaines des premières figures politiques du Cameroun, telles que Paul Soppo Priso et Ruben Um Nyobé, font leurs dents à la Jeucafra, en réclamant une plus grande représentation politique et l'autonomie pour les Camerounais indigènes.

Des développements similaires ont lieu au Cameroun britannique, où des mouvements politiques embryonnaires sont créés dans les années 1930 et 1940, réclamant une plus grande autonomie pour la région au sein de la fédération nigériane. La plus importante de ces initiatives est la Ligue de la jeunesse camerounaise (*Cameroons Youth League*, CYL) fondée à Lagos en 1941 par Emmanuel Endeley. Comme au Cameroun français, de tels groupes vont former la base des partis politiques de l'après-guerre.

2. 1945-1955 : l'émergence de la politique camerounaise

La Seconde Guerre mondiale a un impact profond sur le développement politique du Cameroun.⁷ Elle a pour effet immédiat d'accroître sévèrement la pauvreté, et ce faisant, de déclencher des grèves et manifestations en septembre 1945 à Douala. Celles-ci sont réprimées par les autorités

⁶ Un exemple frappant est la tentative, par Lottin Sane, de créer une branche de l'église baptiste camerounaise sous contrôle indigène dans les années 1920, ce qui amène des milliers de Camerounais à participer à un long débat houleux sur un aspect important de la domination coloniale. Sa création est finalement bloquée par les autorités coloniales et religieuses, qui reconnaissent la menace qu'elle représente. Voir Le Vine, op. cit., p. 111-113, et Mbembe, op. cit., p. 114-122. Sur Ganty, voir Le Vine, op. cit., p. 115-117.

⁷ Le mouvement de la France libre du général de Gaulle prend le contrôle du Cameroun en août 1940, après une confrontation tendue avec les partisans de Vichy. Le Cameroun, avec d'autres territoires de l'empire français en Afrique centrale, acquiert ainsi une place spéciale dans l'histoire du mouvement gaulliste. La philosophie politique de de Gaulle, ainsi que certains réseaux du mouvement gaulliste, n'ont cessé depuis d'avoir une grande influence au Cameroun.

⁴ Le terme « Douala » se réfère aussi bien à la plus grande ville du Cameroun qu'au groupe ethnique autochtone de la région.

⁵ Voir Peter Geschiere, « Chiefs and Colonial Rule in Cameroon: Inventing Chieftaincy French and British Styles », *Africa*, 1993 et Mbembe, op. cit., chapitre IV.

avec force. Les colons européens s'inquiètent également des activités syndicales qui se développent dans le nouvel environnement plus libéral de l'après-guerre et forment des milices armées qui tuent plusieurs douzaines de manifestants.⁸

Les colons européens, plus nombreux au Cameroun que dans tout autre territoire français de l'Afrique subsaharienne (ils sont 17 000 en 1955⁹), jouent un rôle important dans la période de l'après-guerre. Certains Français, à cette époque, sympathisent avec le mouvement nationaliste et travaillent avec les syndicats indigènes camerounais. Mais beaucoup d'autres sont en concurrence directe avec les Camerounais instruits sur le marché du travail, dans le commerce et la vente. Beaucoup de ces colons sont pauvres selon les critères européens mais bénéficient d'un accès privilégié aux autorités publiques. Les frustrations qui en résultent pour les Camerounais sont un facteur significatif dans la montée des mouvements nationalistes militants.

La Seconde Guerre mondiale brise l'aura du pouvoir français, et le remplacement des mandats de la Société des Nations par des tutelles de l'Organisation des Nations unies (ONU) en 1946 rappelle aux Camerounais que les pouvoirs français et britanniques sont bien fragiles. Les dernières années de la guerre ont vu une agitation significative en faveur d'une plus grande autonomie pour les colonies africaines de la France. A la conférence de Brazzaville en 1944, la position relativement libérale de de Gaulle donne espoir aux jeunes mouvements nationalistes de l'Afrique française. Le travail forcé et le code de l'indigénat tant haïs sont révoqués en 1946, et les syndicats et partis politiques autorisés pour la première fois. La représentation politique des Camerounais est accrue, à la fois au sein de l'Assemblée de l'union française et dans une assemblée territoriale réformée, l'Assemblée représentative du Cameroun (Arcam).¹⁰

Tandis que ces réformes répondent à certaines des préoccupations de mouvements nationalistes précoces tels que la Jeucafra (rebaptisée Union camerounaise française, Unicafra, en 1945), elles ne vont pas assez loin aux yeux de beaucoup et attisent plutôt qu'apaisent les demandes.

⁸ Voir Joseph, op. cit., chapitre II, et Mbembe, op. cit., chapitre VI.
⁹ Sur une population de 4,9 millions d'habitants (d'après les chiffres de l'ONU), le nombre important de colons européens (y compris des colons grecs et allemands) est en partie dû aux opportunités économiques liées à une agriculture de plantations bien développée, et en partie au mandat de la Société des Nations, qui facilite l'immigration de ressortissants non-français. Voir Joseph, op. cit., p. 166.

¹⁰ Sur les nouveaux arrangements administratifs au Cameroun et le rôle des électeurs et représentants camerounais au sein de l'Union française, voir Joseph, op. cit., p. 91-93, et Le Vine, op. cit., chapitre 5.

De plus, une prolifération de syndicats et de partis (ces derniers créés comme des branches locales des partis français) traduisent les frustrations quotidiennes en termes politiques. Celles-ci sont nombreuses et profondes, et incluent la représentation politique toujours marginale offerte aux Camerounais dans les nouvelles institutions ; les humiliations quotidiennes au contact des Européens (y compris l'usage du tutoiement par ces derniers) ; et des conflits persistants autour de la confiscation des terres et de l'important chômage urbain.

En avril 1948, l'Union des peuples du Cameroun (UPC) est fondée par des syndicalistes et employés de bureau de la petite bourgeoisie de Douala afin de rassembler ces frustrations au sein d'un programme nationaliste, promu à la fois à travers le Cameroun et sur la scène internationale. Menés par Ruben Um Nyobé, ils développent rapidement une plateforme nationaliste radicale et mobilisent contre les abus coloniaux, en particulier dans le Sud et l'Ouest du Cameroun français.¹¹ Le parti est soutenu par des groupes de gauche à l'étranger, y compris par le parti communiste français, et exprime son soutien aux camarades combattant pour la libération en Algérie et en Indochine.¹² Mais Um Nyobé tente de maintenir une large base de soutien au Cameroun, y compris parmi les chefs traditionnels et associations ethniques, au moins dans les premières années.

L'UPC réussit à mettre au point un programme nationaliste, à produire plusieurs journaux et de nombreux tracts politiques. Elle tire avantage du statut du Cameroun de territoire sous tutelle de l'ONU pour envoyer des dizaines de milliers de pétitions soulignant que la France ne remplit pas ses engagements de mettre fin au travail forcé et ne prépare pas l'indépendance du Cameroun, comme l'accord de tutelle l'exige, mais cherche au contraire à l'intégrer un peu plus dans les structures coloniales françaises. Celles-ci sont appuyées par Um Nyobé, qui se rend à New York en 1952 pour s'adresser à l'Assemblée générale, provoquant la colère des administrateurs français qui tentent de minimiser le soutien populaire dont bénéficie l'UPC.

Les autorités coloniales tentent de bloquer la création de l'UPC, tout en permettant à des partis modérés d'émerger. Les nouvelles institutions élues encouragent la création de nouveaux partis, dont la majorité au sein des élites. A la fin des années 1940 et au début des années 1950, le

¹¹ Sur la fondation et les premiers pas de l'UPC, voir Joseph, op. cit., chapitres VI et VII, et Mbembe, op. cit., chapitres VII et VIII. Pour un portrait d'Um Nyobé, voir Joseph, op. cit., p. 112-116.

¹² Ce que les nationalistes plus modérés d'Afrique francophone, tels que Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire et Senghor au Sénégal, se gardent de faire.

paysage politique se divise rapidement entre les modérés qui acceptent la présence coloniale française et ceux qui s'y opposent et dont l'UPC est le seul représentant cohérent. Le parti modéré le mieux organisé est le Bloc démocratique camerounais (BDC), créé par le médecin français Louis Paul Aujoulat en 1951. Ce dernier, et deux autres personnages pro-coloniaux, Douala Manga Bell et Jules Ninine, sont élus à l'Assemblée nationale française en 1946.

D'autres personnages importants, tels que Soppo Priso, Charles Okala et plus tard André-Marie Mbida et Ahmadou Ahidjo, entament leurs carrières politiques à la fin des années 1940 et au début des années 1950. Ils adoptent tout d'abord des positions pro-françaises mais généralement progressistes, réclamant une meilleure représentation et un traitement égalitaire pour les Africains, mais ne remettant pas en cause la domination française en tant que telle. C'est seulement pendant la deuxième moitié des années 1950 qu'ils sont graduellement amenés à adopter une position plus nationaliste, principalement du fait du succès de l'UPC.

Les développements politiques de l'après-guerre au Cameroun britannique sont dominés par son rôle dans la réforme constitutionnelle nigériane et par le positionnement de l'élite émergente au sein des nouveaux partis politiques du Nigeria. Les Britanniques voient l'avenir du territoire sous la forme d'une plus grande intégration au sein des structures coloniales existantes. Le contrôle des finances est centralisé à Lagos, et le Sud est intégré au sein des provinces du Sud, qui deviendra plus tard la région Est, tandis que le Nord est rattaché aux provinces du Nord, plus tard la région du Nord.¹³ Mais en 1954, le territoire acquiert un certain degré d'autonomie, renforcée en 1958.

Les deux personnages les plus importants des années 1950, Emmanuel Endeley et John Foncha, jouent un rôle crucial dans la création des partis politiques embryonnaires de la fin des années 1940. Initialement alliés au sein du Congrès national du Kamerun (*Kamerun National Congress*, KNC), ils font scission quand Foncha fonde le Parti démocratique national du Kamerun (*Kamerun National Democratic Party*, KNDP) en 1955. Pendant la première décennie après-guerre, les deux hommes réclament une plus grande autonomie pour le Cameroun anglophone au sein de la fédération nigériane, tout en négociant des alliances avec les partis nigériens à l'Assemblée régionale de l'Est. Ils invoquent souvent la possi-

bilité d'une réunification avec le Cameroun français, mais la menace est un moyen de faire pression sur les autorités britanniques pour que celles-ci accordent une plus grande autonomie régionale, plutôt qu'un réel objectif politique.¹⁴

Tout au long de l'ère coloniale, l'urbanisation relativement rapide et la croissance de l'emploi formel entraînent des changements significatifs dans la société indigène camerounaise. Ceux-ci s'accompagnent d'attentes sans cesse croissantes, attisées par le statut spécifique du Cameroun de territoire juridiquement sous tutelle mais de fait sous domination coloniale. Les tensions résultent non seulement de l'écart entre ces attentes et le rythme lent des réformes officielles, mais aussi des différends entre ceux qui voient dans l'indépendance un objectif non-négociable et non-échangeable, et ceux qui cherchent à obtenir des avantages personnels ou communautaires dans leurs relations avec les pouvoirs coloniaux. Tandis que le Cameroun se rapproche de l'indépendance, ces tensions vont aboutir à une crise qui marquera profondément le pays.

3. 1955-1961 : un parcours turbulent vers l'indépendance

Le succès croissant du mouvement nationaliste radical place les Français face à un dilemme. En répondant à leurs demandes, il est probable qu'ils ne feront qu'encourager les nationalistes à réclamer une indépendance totale. Mais leur popularité croissante ne peut pas être ignorée. En décembre 1954, un nouveau gouverneur, Roland Pré, est envoyé au Cameroun avec pour mission d'enrayer la progression de l'UPC. Sa stratégie consiste à chercher des alliés parmi les élites camerounaises plus conservatrices, tout en durcissant la position de l'administration vis-à-vis de l'UPC (blocage de meetings, arrestation de militants, etc.).

Cette approche ne fait que provoquer une plus grande colère chez les nationalistes, et aboutit en mai 1955 à de nombreuses émeutes à travers tout le Sud-Ouest. Les routes sont bloquées, et les biens des élites pro-françaises sont pillés et détruits. La violence culmine, dans les derniers jours du mois de mai, avec des batailles de rues à Douala,

¹³ Le fédéralisme nigérian remonte à la constitution Lyttleton, adoptée avant l'indépendance en 1954. Le système alors choisi, avec un gouvernement national et trois gouvernements régionaux – Est, Nord et Ouest – sera maintenu dans la constitution du Nigeria indépendant en 1960.

¹⁴ Le soutien à la réunification est reflété dans l'usage de l'orthographe allemande « Kamerun » dans les noms des partis politiques. Sur le Cameroun britannique de l'après-guerre, voir Le Vine, op. cit., chapitre VIII ; Nicodemus F. Awasom, « Colonial Background to the Development of Autonomist Tendencies in Anglophone Cameroon, 1946-1961 », *Journal of Third World Studies*, 1998 ; Piet Konings et Francis Nyamnjoh, *Negotiating an Anglophone Identity* (Leiden, 2003), chapitre 2, et Jean-François Bayart, *L'Etat au Cameroun* (Paris, 1979), p. 110-117.

qui opposent l'armée (y compris des renforts venus des colonies françaises voisines) aux militants de l'UPC et aux syndicalistes.¹⁵

Les autorités coloniales rejettent la responsabilité de ces affrontements sur l'UPC, à présent décrite comme une bande d'agitateurs communistes, et profitent de l'occasion pour interdire le parti. Exclue de toute participation aux élections législatives en décembre de l'année suivante, l'UPC décide de saboter le vote. Elle se lance ensuite dans une guérilla mal préparée contre l'administration coloniale dans ses fiefs du Sud-Ouest, autour de Douala et de Nkongsamba. L'administration réagit avec une campagne de propagande, des mouvements de population forcés et des missions de recherches et de pillages, qui réussissent à enrayer l'insurrection. Um Nyobé est tué par une patrouille mixte franco-camerounaise en septembre 1958. Sa mort affaiblit considérablement le mouvement, même si l'insurrection continue, en particulier autour de Bafoussam, en plein pays ethnique bamiléké.

Les élections de décembre 1956, les premières à avoir lieu dans le contexte plus libéral de la « Loi Cadre » française adoptée la même année, secouent la scène politique à Yaoundé. Les modérés tels qu'Aujoulat, considérés comme trop proches des autorités coloniales, sont perdants. Des nationalistes plus pragmatiques, tels que Mbida et Soppo Priso, en ressortent gagnants. Mbida devient Premier ministre à la tête d'une coalition hétérogène, avec Ahidjo, un nouveau venu originaire du Nord, comme adjoint. Dès lors, les choses progressent rapidement, en partie précipitées par le retour de de Gaulle au pouvoir en 1958 et les changements qui en résultent à travers l'Afrique coloniale française. Mbida, dont les changements de position sur la question de l'indépendance sont notoires, s'avère incapable de maintenir l'unité de sa coalition et se voit contraint de quitter le pouvoir en février 1958. Il est remplacé par Ahidjo, qui a sagement pris ses distances de Mbida plusieurs mois auparavant. Il a également maintenu des relations cordiales avec les autorités françaises, qui ont conservé le pouvoir de nommer le Premier ministre.¹⁶

Au cours des deux années qui s'écourent entre son accession au pouvoir et l'indépendance du Cameroun français le 1^{er} janvier 1960, Ahidjo excelle à parer aux attaques de ses rivaux, y compris de la part de Soppo Priso, pourtant brillant et plus populaire. Le soutien français à Ahidjo est

décisif, et la décision de la Quatrième commission de l'Assemblée générale des Nations unies, en février 1959, de ne pas demander de nouvelles élections avant l'indépendance porte un coup majeur à ses rivaux. L'UPC, particulièrement active en exil, échoue à faire différer l'indépendance. A la mi-1959, Ahidjo tire prétexte des résidus d'insurrection pour déclarer l'état d'urgence et prendre les pleins pouvoirs exécutifs, parant par là-même aux appels à une conférence nationale pour décider des dispositions politiques à adopter une fois l'indépendance acquise.

Parvenu à l'indépendance sans avoir passé un seul test électoral national, Ahidjo peut alors promulguer une constitution modelée sur celle de la toute nouvelle V^e République française, qui confère de larges pouvoirs au président. Profitant de sa position dominante, son parti, l'Union camerounaise (UC), gagne aisément les élections de mars 1961. L'Assemblée nationale qui en est issue l'élit à la présidence le mois suivant.

Au Cameroun britannique, les élections législatives de janvier 1959 marquent un pas décisif dans les préparatifs pour l'indépendance, alors que Foncha remplace Endeley en tant que Premier ministre de la partie Sud du Cameroun. Tandis qu'Endeley est partisan de l'intégration du territoire au sein de la fédération nigériane naissante, Foncha se montre bien moins enthousiaste face au puissant cousin situé à l'ouest. Néanmoins, son parti, le KNDP, ne fait pas campagne pour une réunification avec le Cameroun français, conscient que dans une région encore fort attachée à de nombreux aspects de son héritage anglophone, cette position ne lui vaudrait qu'un soutien limité.¹⁷

A la suite de ces élections, Foncha et Endeley sont invités par l'ONU à exposer leurs positions sur le statut final du territoire, une question qui sera soumise à deux votes séparés dans les parties Sud et Nord du Cameroun britannique. Les deux hommes adoptent des positions très différentes sur les questions qui doivent être posées lors de ce référendum. Foncha est partisan d'un vote pour une séparation d'avec le Nigeria, suivie d'une prolongation de la tutelle, tandis qu'Endeley préfère un choix entre une « association » avec le Nigeria et une réunification avec le Cameroun français. L'option de l'indépendance, soutenue par de nombreux hommes politiques moins en vue, est exclue par l'Assemblée générale des Nations unies qui craint une nouvelle balkanisation des territoires coloniaux africains, et l'option d'une union avec l'un ou l'autre des pays voisins est retenue.

¹⁵ Ces émeutes sont similaires, en termes de localisation géographique, de mobilisation et de réaction des autorités, à celles de 1945 et, plus tard, à celles de février 2008. Pour une description détaillée, voir Joseph, op. cit., chapitres VIII et IX et Mbembe, op. cit., p. 319-327.

¹⁶ Sur cette période, voir Bayart, op. cit., chapitre I, et Le Vine, op. cit., chapitre VII.

¹⁷ Sur cette période, voir Konings et Nyamnjoh, op. cit., chapitre 2, et Awasom, op. cit.

Le débat traîne jusqu'en 1960. Mais avec l'imminence de l'indépendance nigériane, l'ONU fait pression sur Foncha pour que celui-ci expose les modalités d'une fédération avec le Cameroun français. A cette fin, il entre en négociations avec Ahidjo (tout récemment devenu président) sur les conditions d'une fédération. Venant de la scène politique nigériane où le fédéralisme est déjà une réalité tangible, Foncha part du principe que ce modèle sera reproduit en cas de réunification. Ahidjo, formé à l'école gaulliste de la centralisation étatique, voit les choses d'une tout autre façon. Le résultat est un projet vague, qui n'informe en rien les futurs votants sur les réelles conséquences de leur choix.

Le plébiscite a lieu le 11 février 1961, à la suite d'une campagne au cours de laquelle Endeley a défendu l'union avec le Nigeria et Foncha l'union avec le Cameroun. La position de Foncha est validée par une large majorité dans la partie Sud. Ce résultat reflète les affiliations politiques et les souvenirs de marginalisation au sein du Nigeria colonial (« une colonie de colonie », selon une expression populaire), plus qu'un réel désir de réunification avec le Cameroun français. La partie Nord, pendant ce temps, vote pour l'union avec le Nigeria et y est rattaché à la région Nord, au grand dam d'Ahidjo, qui s'attendait à acquérir une large zone de soutien potentiel (la partie Nord du Cameroun britannique partage une frontière avec sa région d'origine).

Cinq mois après ce vote, Foncha et Ahidjo se rencontrent à Foumban pour discuter des futures dispositions constitutionnelles. Le résultat n'a cessé d'être une source de controverse depuis. Avec une faible équipe de négociateurs et peut-être plus soucieux de sa future position au sein du gouvernement à Yaoundé, Foncha permet à Ahidjo d'imposer une constitution qui, bien que formellement fédérale, a toutes les caractéristiques d'un Etat centralisé à la française. Le fait que les Britanniques soient en train de se retirer avec ce que certains estiment être une hâte indécente, alors qu'Ahidjo est fermement soutenu dans ses négociations par les Français, a aussi pu jouer un rôle important.

La constitution ainsi négociée ne fait rien de plus qu'adapter la constitution de 1960 du Cameroun français, mais instaure l'élection au suffrage direct du président, ce qui, selon les calculs d'Ahidjo, renforcera sa position. Aucune garantie sérieuse n'est donnée pour la mise en application de ce qui, sur le papier, est présenté comme une « union de parties égales ». Les frustrations qui en ont résulté persistent de nos jours.¹⁸

Ce bref aperçu de l'histoire coloniale est important pour comprendre les développements ultérieurs et les problèmes actuels du pays. Les années 1950 ont été formatrices pour les dirigeants politiques du Cameroun, qui se maintiennent au pouvoir pendant les trois à quatre décennies suivantes. Un schéma de blocages suivis de crises violentes s'est développé tandis que les autorités coloniales ont refusé d'accepter l'expression légitime et pacifique des revendications et ont exclu de négocier, excepté selon leurs propres termes, au demeurant fort restreints. Certains Camerounais ont réagi en manœuvrant pour leur propre bénéfice, échangeant leur pouvoir local contre la protection et les ressources offertes par les pouvoirs coloniaux. Mais chez d'autres, cette situation a provoqué une grande frustration, qui a abouti à des accès de violence périodiques et, finalement, à l'insurrection de l'UPC.

Ce refus de négocier avec les nationalistes a été exacerbé par une certaine mauvaise foi de la part des pouvoirs coloniaux, par exemple lorsqu'ils ne se conformaient pas aux termes de la tutelle de l'ONU et se gardaient de rendre compte de son application ou se livraient à des manipulations électorales.

Les Français, sous l'influence du mouvement gaulliste qui a conservé une emprise importante dans le Cameroun de l'après-guerre, ont tenté de créer un Etat central fort au cours de leurs dernières années au pouvoir. Mais ils l'ont fait sans permettre à des contre-pouvoirs d'émerger et sans égard pour l'Etat de droit. Ce refus de permettre le développement d'un Etat de droit s'est trouvé renforcé par les séquelles du code de l'indigénat d'avant-guerre, qui a ancré le principe d'un traitement inégalitaire et arbitraire des individus au sein des autorités publiques. Une conséquence de cet échec est le manque de confiance des Camerounais dans leurs institutions publiques et l'impression générale que les règles du jeu sont, au fond, dictées par le pouvoir politique.

L'héritage le plus significatif de la fin de la période coloniale est l'élimination du mouvement nationaliste et le fait que le Cameroun devienne indépendant dans un état de guerre civile. Ceux qui viennent au pouvoir, profondément dépendants du soutien français, ne peuvent pas prétendre à la légitimité indépendantiste sur laquelle de nombreux dirigeants africains se sont appuyés au tout début de la construction étatique. La légitimité de la domination coloniale était déjà faible au Cameroun du fait du statut du territoire sous tutelle de l'ONU (l'UPC hissait souvent des drapeaux de l'ONU lors de ses meetings pour souligner la fragilité de la domination coloniale), et cette faiblesse est léguée au nouveau régime.

¹⁸ Sur le plébiscite et la réunification, voir Konings et Nyamnjoh, op. cit., chapitre 2 ; Le Vine, op. cit., chapitre VIII, et Awasom,

op. cit. Sur les conséquences en termes de tensions actuelles, voir la section IVB2 ci-dessous.

Les dirigeants camerounais ont tenté, par la suite, d'occulter l'histoire des années 1950 et de minimiser le rôle de l'UPC, pour se livrer à ce que certains observateurs ont décrit comme une « confiscation de la mémoire ». ¹⁹ La guerre civile de la fin des années 1950 et du début des années 1960 a permis au nouveau régime de développer un discours d'unité et de stabilité et de le rattacher au projet de construction d'un Etat sous la férule d'un parti unique, ce qui a attiré le soutien initial de nombreux citoyens. Elle a également permis au régime d'insister sur la sécurité de l'Etat (et donc du régime). Aujourd'hui encore, de nombreux traits de cet Etat policier subsistent, tels que des informateurs payés dans les universités. ²⁰

B. LE CAMEROUN INDEPENDANT 1961-1982 : LES IMPERATIFS D'UNITE ET DE STABILITE

A la fin d'octobre 1961, Ahidjo, désormais président d'un Cameroun réunifié, a acquis un soutien international de poids et exerce un contrôle présidentiel serré sur les finances et les affectations. Au cours des dix années suivantes, il va graduellement créer un système politique hautement centralisé, basé sur un parti unique, sur la cooptation au sein de l'élite et sur une répression violente de toute opposition.

1. L'anéantissement de l'UPC et la création d'un Etat à parti unique

Au début, cependant, les rivaux d'Ahidjo conservent des bases politiques indépendantes et l'UPC, grâce à ses branches légales et armées, demeure une menace potentielle sérieuse. En privant graduellement l'opposition de certains de ses dirigeants grâce à des offres de portefeuilles gouvernementaux et grâce au développement de son idée d'un « parti national unifié » comme seul moyen de parer aux dangers d'une fragmentation, il avance pas à pas vers l'Etat à parti unique auquel il aspire. Grâce aux solides avantages du patronage présidentiel, son parti devient une machine efficace pour rassembler le soutien des élites. ²¹

Au Nord, il consolide sa position en offrant de maintenir l'arrangement colonial avec les chefs traditionnels et religieux de la région, mais en prenant des mesures rapides contre ceux qui continuent à résister à son influence, comme les chefs traditionnels de Maroua et de Ngaoundéré, respectivement destitués en 1959 et 1963.

Au début de 1962, l'intention d'Ahidjo de mettre fin au pluralisme politique est devenue évidente. Dans ce qui constituera une dernière grande tentative de contestation, un groupe de quatre membres de l'opposition, Charles Bebey Eyidi, Théodore Mayi Matip, Mbida et Okala déclarent leur hostilité à son régime en 1962. Ils accusent Ahidjo de tenter d'instaurer une dictature et appellent à former un large front d'opposition. Ils ont cependant profondément sous-évalué la force qu'Ahidjo retire de son statut présidentiel et en juin, ils sont tous les quatre arrêtés et emprisonnés.

La branche légale de l'UPC est dirigée par des personnes encore capables de rassembler un soutien considérable, comme JP Sende, Dika Akwa et Mayi Matip. Toutefois, tandis que les violences continuent d'agiter la région de Bafoussam, ils doivent trouver un équilibre délicat entre la mobilisation de leur base, qui reste profondément opposée au gouvernement d'Ahidjo, et la démonstration de leur capacité à être un parti politique légal sérieux. ²² Dans les mois qui suivent l'indépendance du Cameroun français, ils tentent de se présenter sous un jour modéré dans l'espoir de jouer un rôle-clé dans le nouveau gouvernement. Mais Ahidjo, constatant qu'ils se sont ainsi coupés de leur base populaire, n'a aucune raison de faire des concessions.

Se voyant ainsi écartés, ils durcissent leur position contre le gouvernement. En janvier 1962, ils tiennent un congrès majeur à Yaoundé, au cours duquel les résultats de leur propre enquête sur la mort d'Um Nyobé sont discutés. Le gouvernement, menacé d'une possible résurgence du nationalisme révolutionnaire, coupe court au meeting et arrête les principaux dirigeants, les accusant de soutenir la rébellion armée de l'UPC.

¹⁹ Entretiens de Crisis Group, universitaire et militants politiques, Douala, mai 2009. Mbembe, op. cit., introduction, souligne l'importance symbolique, de ce point de vue, de la décision des autorités coloniales de couler la tombe d'Um Nyobé dans du béton en 1958.

²⁰ Sur l'aspect sécuritaire, voir Claude Abé, « Espace public et recompositions de la pratique politique au Cameroun », *Polis*, 2006.

²¹ Voir Bayart, op. cit., et en anglais, Bayart, « The Political System », in Richard Joseph (dir.), *Gaullist Africa: Cameroon under Ahmadou Ahidjo* (Enugu, 1978). De plus amples détails sur le règne d'Ahidjo peuvent être trouvés chez Le Vine, op. cit., chapitre IX ; Konings et Nyamnjoh, op. cit., p. 2-9 ; M.W. Delancey, « The Construction of the Cameroon Political Sys-

tem: the Ahidjo Years 1958-1982 », *Journal of Contemporary African Studies*, 1987, et Jean-François Médard, « L'État sous-développé au Cameroun », *L'année africaine 1977*, Paris, 1978.

²² Sur l'histoire de la guérilla des années 1960 dans la région bamiléké autour de Bafoussam (à ne pas confondre avec la violence des années 1950, qui a surtout pris place aux alentours de Douala), voir Dominique Malaquais, *Architecture, pouvoir et dissidence au Cameroun*, (Paris 2002), chapitre 5, et M. Terretta, « 'God of Independence, God of Peace' Village Politics and Nationalism in the Maquis of Cameroon, 1957-71 », *Journal of African History*, 2005.

La branche armée de l'UPC, engagée dans une guérilla mal préparée, est incapable de résister aux forces combinées franco-camerounaises. Bien que l'insurrection continue dans la région de Bafoussam bien après l'indépendance, à partir du milieu des années 1960, elle ne représente plus une menace pour le gouvernement d'Ahidjo. La branche exilée, divisée entre ses bases à Khartoum, au Caire et à Conakry, perd rapidement le soutien de ses alliés soviétiques et chinois. La capture et l'exécution publique du dirigeant guérillero Ernest Ouandié à Bafoussam en 1971, après l'assassinat du remplaçant d'Um Nyobé, Félix Moumié, par les services secrets français à Genève en 1960, met fin au mouvement nationaliste radical du Cameroun.

Bien que les élites politiques anglophones soient sorties considérablement affaiblies du processus de réunification, elles ont conservé l'avantage d'une riche tradition démocratique. Elles sont donc capables de résister plus longtemps aux ambitions centralisatrices d'Ahidjo. En octobre 1961, Foncha devient automatiquement le Premier ministre de l'Etat du Cameroun de l'Ouest, tout en accédant au poste de vice-président fédéral.²³ En 1962, il décide avec Ahidjo que leurs partis respectifs ne chercheront pas à rallier des partisans dans l'Etat de l'autre. Cet arrangement permet au faux-semblant d'une confédération égalitaire de subsister pendant encore quelques années.

La position de Foncha au sein du gouvernement de Buea est cependant affaiblie par son absence au niveau fédéral et la montée de nouveaux hommes politiques à l'intérieur de son parti, tels qu'Augustin Jua et Solomon Muna. Tandis que Jua accroît son emprise sur le KNDP et devient le Premier ministre du Cameroun de l'Ouest en 1965, Muna, avec le soutien implicite d'Ahidjo, fait scission pour former un nouveau parti, le Congrès uni du Cameroun (*Cameroun United Congress*, CUC). Avec le Congrès national du peuple camerounais (*Cameroon People's National Congress*, CPNC) d'Endeley, qui est encore actif, la scène politique anglophone est divisée en trois, ce qui permet à Ahidjo de faire usage de ses tactiques habituelles du « diviser pour mieux régner ».

En 1966, Ahidjo propose la formation d'un parti unique, l'Union nationale camerounaise (UNC). Les hommes politiques anglophones, dont la base est érodée par la centralisation du pouvoir à Yaoundé et qui ont l'œil rivé sur leurs rivaux à Buea, font montre de peu de résistance. La composition du comité de direction créé pour fonder le nouveau parti, avec 22 sièges pour l'UC et huit pour l'ensemble des partis anglophones, donne la mesure du réel équilibre des forces. L'Etat à parti unique est officiellement instauré à travers tout le pays.

²³ En accord avec les modifications constitutionnelles, Foncha devra renoncer à l'un ou l'autre de ces postes en 1965. Il choisira alors de rester vice-président fédéral.

2. Centralisation de l'Etat et de tous ses pouvoirs

Au début des années 1970, Ahidjo est donc parvenu à rassembler toutes les forces politiques autour de lui. L'Etat fédéral a été dissout au bénéfice d'une constitution unitaire en 1972. Tandis que cette réforme est encore la source d'une grande amertume au Cameroun anglophone de nos jours, elle est considérée, à l'époque, comme l'aboutissement naturel de la dynamique centralisatrice lancée par Ahidjo. Les positions de Premier ministre des Cameroun de l'Ouest et de l'Est, et de vice-président fédéral sont supprimées par la même réforme. Il en résulte un des Etats les plus centralisés d'Afrique. Les ministères sont affaiblis au bénéfice d'une présidence de plus en plus puissante et spécialisée. Le renouvellement rapide des ministres, à l'exception des fidèles de longue date, le secrétaire de parti Moussa Yaya et le ministre des forces armées Sadou Daoudou, empêche tout rival de prendre pied dans le système. Les ministères et agences-clés, y compris toutes les activités du renseignement étatique, sont rassemblés au sein de la présidence, tandis que gouvernement et parlement sont neutralisés.²⁴

Les vastes pouvoirs d'affectation et de transfert du président dans une administration publique en pleine croissance, ainsi que son emprise sur toutes les ressources financières étatiques deviennent alors très importants – ils le sont encore aujourd'hui. Les ressources financières sont tout particulièrement mises à profit pour récompenser les actes de loyauté et pour punir toute pensée indépendante.²⁵ L'une des conséquences de ce fonctionnement est l'émergence d'un Etat bureaucratique. Tandis qu'opinion et ambition politiques sont sujettes à la censure ou à l'autocensure, et dans le contexte d'une croissance de l'emploi public,²⁶ les élites politiques du Cameroun passent maîtres dans l'art de la bureaucratie technocratique. Les administrateurs de l'Etat, tels que les préfets, deviennent les réels détenteurs du pouvoir.

²⁴ Abel Eyinga cite un député parlant aux membres locaux de son parti : « Je n'ai aucun compte à vous rendre parce que je ne vous dois rien. Je ne dois le poste que j'occupe qu'au président Ahidjo ; et je resterai député aussi longtemps qu'il voudra bien me laisser mon siège », « Government by State of Emergency », in Joseph (dir.), *Gaullist Africa*, op. cit., p. 106.

²⁵ Entretiens de Crisis Group, fonctionnaires et enseignants à la retraite, Bafoussam, mai 2009. Pour des détails sur la centralisation sous Ahidjo, voir Bayart, *L'Etat au Cameroun*, p. 141-159.

²⁶ De 3 pour cent de la population active en 1965 à 9 pour cent en 1970, absorbant alors 65 pour cent du budget étatique, selon Bayart, « The Structure of Political Power » in Joseph (dir.), *Gaullist Africa*, op. cit., p. 66.

L'absorption du Cameroun anglophone est un bon exemple de la façon dont Ahidjo a centralisé le pouvoir.²⁷ Selon les termes de l'accord de Foumban de 1961, les ressources nationales devaient être rassemblées au sein du trésor public de Yaoundé puis redistribuées aux Etats. L'intention manifeste est alors de formaliser cet arrangement sous la forme d'un accord d'allocation des revenus. Mais Ahidjo, malgré la pression exercée par Foncha, refuse de signer un tel accord. Il conserve ainsi un pouvoir discrétionnaire sur toutes les ressources publiques, qui sont allouées selon les requêtes annuelles, mais non contraignantes, de Buea auprès de Yaoundé.

Dans le domaine administratif, Ahidjo, en octobre 1961, crée six provinces, dont le Cameroun de l'Ouest qui est donc ramené à une simple entité parmi six autres. Il traite ensuite le Cameroun de l'Ouest exactement comme il traite les cinq autres provinces du Cameroun oriental, les gouvernant sans faire de concession aux principes fédéraux. Des différends fréquents opposent les officiels élus anglophones et les équipes des administrateurs fédéraux envoyés par Yaoundé. Les tensions sont particulièrement vives au sujet des forces de sécurité. Les abus de pouvoir alors commis par les gendarmes francophones, qui sont placés sous l'autorité fédérale, sont aujourd'hui encore une source d'amertume au Cameroun anglophone.²⁸

Dans l'ensemble, tandis que le Cameroun anglophone a pu conserver un degré d'autonomie dans l'éducation et dans certains domaines du droit commun, la dynamique centralisatrice du régime Ahidjo rend impossible une fédération égalitaire. L'influence anglophone au Cameroun francophone reste marginale, et de nombreuses particularités du Cameroun anglophone, telles que les unités de mesure et monétaire, sont supprimées par Yaoundé sans consultation préalable ou presque.²⁹

²⁷ Voir Konings et Nyamnjoh, op. cit., p. 52-66, et Victor Julius Ngoh, « The Origin of the Marginalization of Former Southern Cameroonians (Anglophones), 1961-1966: An Historical Analysis », *Journal of Third World Studies*, 1999.

²⁸ Entretiens de Crisis Group, activistes et journalistes anglophones, Douala et Bamenda, mai 2009.

²⁹ Deux types de griefs sont concernés ici. D'une part, une petite minorité continue à regretter que le principe d'une « union égalitaire » n'ait pas impliqué des concessions mutuelles de part et d'autre – c'est-à-dire que si le Cameroun anglophone acceptait d'adopter la monnaie française dans le but d'une harmonisation au sein de la nouvelle fédération, le Cameroun français aurait dû adopter, par exemple, les unités de mesure et de poids anglophones. Cette attente n'a jamais été réaliste et appartient maintenant, en tout état de cause, au passé. Ce qui est beaucoup plus d'actualité, c'est de savoir comment un Etat gère des minorités avec une histoire particulière et un profond sentiment d'attachement à certains aspects de cette histoire. Sur cette question, voir la section IVB2 ci-dessous.

3. Cooptation, corruption et répression

Avec les ressources et pouvoirs d'affectation résolument entre ses mains, Ahidjo développe un système politique basé sur la cooptation des élites. Les promotions économiques et politiques sont entièrement dépendantes des faveurs du « Prince », et les démonstrations de loyauté au pouvoir central deviennent un fait courant de la vie politique. Les bases politiques indépendantes ne sont pas tolérées. Le destin de la branche légale de l'UPC, décrit plus haut, est caractéristique de ce système.

Le système de cooptation d'Ahidjo est financé par une économie en pleine expansion. Dans les années 1960, une forte croissance (6,5 pour cent par an en moyenne), basée sur les exportations agricoles, permet à « un système hiérarchique et clientéliste de récompenser suffisamment de groupes potentiels d'opposition pour assurer la stabilité du système ».³⁰ Les consultations au niveau communautaire pour mettre au point « l'économie libérale planifiée » donnent une impression de progrès économique et lient d'importants intérêts à la stabilité du régime.³¹ Bien que l'économie commence à s'affaiblir dans les années 1970, l'impact politique de ce déclin n'est pas immédiatement visible, puisque le pouvoir d'Ahidjo est alors fermement en place, et les nouveaux revenus du pétrole aident à dissimuler les problèmes de l'agriculture.

S'il réussit à maintenir un certain degré de stabilité, le système clientéliste ne peut pas coopter toute opposition potentielle et est maintenu par un appareil sécuritaire sophistiqué. Cette stratégie est facilitée par des lois répressives, y compris par une législation d'état d'urgence introduite au plus fort de la rébellion de l'UPC au début des années 1960 et abrogée plus d'une dizaine d'années plus tard, au début des années 1970. Des tribunaux militaires jugent des civils pour « activités dissidentes » ; les camps d'internement et autres pratiques coloniales, telles que le système de laissez-passer pour autoriser les voyages à l'intérieur du pays, sont maintenus jusque dans les années 1970.

Les forces de sécurité et agents du renseignement intérieur, telles que ceux du Service de documentation (Sedoc) dirigé par le très craint Jean Fochivé, sont bien rémunérés et occupent alors, comme ils le font encore aujourd'hui, une position privilégiée au sein de l'administration publique.³² De plus, l'idée que toute opposition au régime est

³⁰ Reginald Green, « The Political Economy of External Dependence in Cameroon », in Joseph (dir.), *Gaullist Africa*, op. cit., p. 163.

³¹ Entretiens de Crisis Group, fonctionnaires à la retraite, Ba-foussam, mai 2009.

³² Un prochain briefing de Crisis Group analysera la place de l'appareil sécuritaire au sein du régime actuel. Voir aussi Abel Ayinga, in Joseph (dir.), *Gaullist Africa*, op. cit., et Abé, op. cit.

« subversive » (ou même « terroriste », comme il a été dit de l'UPC) est entrée dans le lexique politique et est restée dans le vocabulaire de nombreux acolytes du régime.

L'Etat sécuritaire d'Ahidjo bénéficie de l'approbation tacite des puissances occidentales puisqu'il est initialement décrit comme contre-révolutionnaire et anti-communiste. Le bloc de l'Est trouve peu de raisons de s'intéresser à un pays si clairement situé hors de son cercle d'influence. Cependant, la France, très soucieuse de sécurité et consciente de l'instabilité qui touche les Etats africains voisins, offre bien plus que son soutien tacite. L'armée française est activement engagée dans la suppression de la rébellion de l'UPC au début des années 1960 et reste très présente dans les forces armées, où elle détient la majorité des postes d'officiers supérieurs jusqu'en 1971.³³ En contribuant à la stabilité et en apportant des investissements, la présence française a sans aucun doute eu des aspects bénéfiques. Mais les Français en ont été largement récompensés ; leurs compagnies bénéficient d'exemptions d'impôts, et les Français dominent le secteur privé. Les Français sont également complices de la suppression de toute contestation contre le régime Ahidjo, par la censure et un soutien à l'appareil de sécurité et de renseignement.³⁴

Le régime Ahidjo s'attire une opposition considérable et force critiques contre sa nature autoritaire, mais il acquiert aussi le soutien des élites camerounaises qui approuvent l'accent mis sur l'unité, la stabilité et la construction de l'Etat.³⁵ Les événements au Nigeria voisin, dont les dispositions territoriales post-coloniales connaissent un premier échec avec la guerre civile de la fin des années 1960, renforcent leur souci d'unité et de stabilité dans un pays au passé colonial extrêmement varié. Tandis que la plupart des groupes sociaux sont intégrés dans le cercle du pouvoir étatique, leur permettant ainsi d'être cooptés, d'autres résistent, mais souvent depuis leur exil à l'étranger. L'église est une des rares institutions à résister au pouvoir absorbant d'Ahidjo, au moins en partie. Ses critiques périodiques du régime provoquent des confrontations, dont la plus fameuse est l'arrestation, puis le procès et le départ en exil en 1971-1972 de l'archevêque

Ndongmo, accusé de collaboration avec le dirigeant de l'UPC, Ernest Ouandié.³⁶

³³ Joseph (dir.), *Gaullist Africa*, op. cit., p. 16, 183.

³⁴ Voir le livre polémique de Mongo Beti, dissident le plus connu et romancier internationalement reconnu, dans lequel il décrit comment le gouvernement français et la presse contrôlée par l'Etat ont tenté de dissimuler le procès de l'archevêque Ndongmo en 1971 à l'opinion publique internationale, y compris en interdisant la vente en France de la première édition du livre pendant quatre ans. Beti, *Main basse sur le Cameroun : autopsie d'une décolonisation* (Paris, 1972).

³⁵ Samuel Eboua, *Ahidjo et la logique du pouvoir* (Paris 1995), est une déclaration incontestable de soutien au style de gouvernement d'Ahidjo de la part d'un conservateur politique loyal à Ahidjo. A l'autre bout de l'éventail d'opinions, voir les écrits de Mongo Beti.

³⁶ Sur les églises, voir Bayart, « Les rapports entre les Eglises et l'Etat du Cameroun, 1958-1972 », *Revue française d'études politiques africaines*, 1972.

III. PAUL BIYA AU POUVOIR : LES DEFIS DU PLURALISME

Le 4 novembre 1982, le président Ahidjo tombe malade et démissionne brusquement de la présidence, prenant les Camerounais et les alliés internationaux du régime par surprise. Son Premier ministre, Paul Biya, un technocrate de carrière et un allié effacé, lui succède immédiatement. Pendant les six premiers mois, la passation de pouvoir semble se passer tout en douceur et est même saluée par certains comme un modèle de transition en Afrique sub-saharienne.

Mais les choses tournent mal lorsque des tensions liées à la distribution des ressources se muent en violence et mettent brutalement fin à la libéralisation apparente du régime. Depuis lors, le régime du président Biya s'est caractérisé par une tension permanente entre deux modes de gouvernance opposés. On observe d'un côté un système clientéliste et centralisé que Biya et ses partisans ont hérité d'Ahidjo et maintenu en l'état. De l'autre côté sont apparus, de façon périodique, un débat ouvert et des tentatives de légitimation populaire, au sein de l'Etat à parti unique ou dans un contexte pluraliste. Lorsque cette ouverture politique a conquis suffisamment de soutien populaire pour défier les principes du pouvoir clientéliste, on lui brise les ailes. Comme un observateur l'a noté au sujet de la fin des années 1980, « le parti-Etat formé sous le mode d'agrégation de sous-ensembles clientélistes a fonctionné selon ce modèle durant les élections censées obéir à une logique procédurale, égalitaire et concurrentielle. Il en est résulté un conflit de légitimation qui a tourné au désarroi et à la dislocation du parti ».³⁷

A. 1982-1990 : FAUX DEPART

1. 1982-1984 : une transition modèle qui tourne au vinaigre

A la mi-1983, Ahidjo, à la suite d'une guérison surprise, réaffirme sa primauté au pouvoir, du fait de son maintien à la tête de l'UNC. Il prétend, entre autres, détenir encore le pouvoir de nommer les hauts dirigeants du parti. En juin, Biya modifie la composition du gouvernement, congédiant des hommes fidèles à Ahidjo, y compris Sadou Doudou, et les remplaçant par des hommes qui lui sont plus redevables. Ahidjo, en sécurité en Suisse, lance une série d'attaques contre le régime Biya sur les ondes radiophoniques françaises. A l'issue de deux mois de tensions, Biya, le 22 août, annonce la découverte d'un complot pour l'évincer du pouvoir, mené par des soldats originaires du Nord et fomenté par Ahidjo.

Biya contrôle alors suffisamment le gouvernement et l'appareil sécuritaire pour limiter les conséquences de cet incident et se sent assez fort à la fin de 1983 pour faire juger Ahidjo et ses conspirateurs, leur accordant par la suite une grâce présidentielle.³⁸ En janvier 1984, il couronne ses quatorze premiers mois au pouvoir, au bilan superficiellement positif, par une élection présidentielle dont il est l'unique candidat.³⁹

Les tensions de 1983-1984 se sont jouées sur deux niveaux bien distincts. Au premier niveau, Biya a présenté son arrivée à la tête de l'Etat comme une occasion de changement et d'ouverture du système politique. Il a compris que le soutien populaire à la philosophie d'Ahidjo, qui préconise une stratégie autoritaire de construction de la nation sous la férule d'un Etat à parti unique, s'est estompé avec le changement de génération. Mais, pur produit du système Ahidjo, Biya est un conservateur et un gradualiste, déterminé à s'arrêter au seuil d'un véritable système pluraliste. Il soutient donc la création progressive d'un système plus ouvert et démocratique, mais à l'intérieur d'un parti unique réformé.

L'ambivalence de cette position devient évidente lorsqu'il introduit une loi en novembre 1983 pour autoriser les candidatures multiples à l'élection présidentielle. Cependant, après avoir bloqué les candidatures de tous ses rivaux potentiels, il remporte l'élection de janvier 1984 avec plus de 99 pour cent des votes. Mais il est indéniable que son approche en apparence nouvelle – baptisée « le renouveau » - combinée à l'annonce d'une lutte contre la corruption (« la rigueur ») est bien accueillie par beaucoup. Parmi ceux-ci se trouvent des opposants au régime précédent, rentrés d'exile en 1983 et 1984.⁴⁰

Au second niveau se jouent les interactions ethno-régionales. Bien que Biya ait tenté de rassurer la population en affichant sa détermination à travailler pour le bénéfice de tous, son arrivée au pouvoir a des implications significatives pour l'équilibre des pouvoirs entre les différentes régions et élites ethniques. Le remaniement gouvernemental de juin 1983 et les changements au sein de l'UNC au cours de la même année ont surtout, même si pas exclusivement, favorisé les gens du Sud. Certains Sudistes, se considérant comme plus à même d'exercer le

³⁸ Ahidjo est jugé par contumace.

³⁹ Sur cette première période du régime Biya, voir Bayart, « La société politique camerounaise 1982-1986 », *Politique africaine*, 1986, et Boulaga, op. cit., chapitre II.

⁴⁰ Entretiens de Crisis Group, fonctionnaires à la retraite, Ba-foussam, et dirigeant religieux, Douala, mai 2009. Voir l'explication de Biya lui-même sur son approche dans *Communal Liberalism* (London, 1987). D'importants opposants au régime précédent, tels que Soppo Priso et Jacques Ekindi, font leur retour sur la scène politique à cette époque, tandis que l'archevêque Ndongmo rentre d'exile.

³⁷ Fabien Eboussi Boulaga, *La démocratie de transit au Cameroun* (Yaoundé, 1997), p. 57.

pouvoir grâce à une meilleure éducation, ont vu dans l'arrivée de Biya, originaire de la province du Sud (devenue région), l'occasion de reprendre l'initiative qu'ils avaient perdue lorsqu'Ahidjo avait pris le pouvoir à Mbida en 1958.⁴¹

La transition a également des implications économiques. Tandis qu'Ahidjo avait présidé à une expansion de l'emploi public, son régime avait également vu l'enrichissement de puissants commerçants venus du Nord et des groupes ethniques bamiléké de l'Ouest. Dans la mesure où cet enrichissement était souvent étroitement lié à un accès et à une protection politique, beaucoup s'attendaient à ce que la redistribution des opportunités économiques se fasse pour partie au bénéfice du Sud natal de Biya et pour partie au bénéfice de ceux de toute région qui trouveraient faveur auprès du nouveau régime. Beaucoup de Camerounais du Sud ont prospéré sous Biya, mais ce qui s'est d'emblée révélé important, ce ne sont pas tant les changements de fortunes économiques que les perceptions et attentes qui leur étaient associées et qui ont fortement contribué à accroître les tensions en 1983-1984.

Ces tensions, non-résolues par le procès d'Ahidjo, culminent avec une tentative de coup d'Etat menée par des membres de la garde présidentielle originaires du Nord le 4 avril 1984. Bien que contrecarrée, elle dégénère en mutinerie majeure. Celle-ci est brisée par des soldats loyalistes au prix d'une vaste effusion de sang. Cette tentative de coup d'Etat, et ses suites sanglantes, sont fréquemment considérées comme la cause de l'obsession de Biya pour la sécurité du régime et l'échec ultime de son projet de libéralisation politique.⁴² Certains pensent aussi qu'elle est à l'origine de la marginalisation progressive de beaucoup de Camerounais du Nord des postes les plus élevés dans les forces de sécurité et la cause de tensions persistantes entre le Nord et le reste du pays.

2. 1985-1989 : l'échec de la démocratie de parti unique

Dans l'immédiat, cependant, Biya parvient à reprendre le contrôle de la situation sécuritaire et procède à une réorganisation majeure de sa base politique. Au congrès de

Bamenda en juin 1985, au milieu de nombreuses discussions autour d'une démocratie améliorée et d'un renouvellement du personnel à l'intérieur du parti, le nom de l'UNC est abandonné au profit du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC). Mais entre jeunes et vieux, réformateurs et vieille garde, le véritable résultat du congrès est tout sauf concluant. Le désir de Biya de garder à bord toutes les factions afin de demeurer l'arbitre des tensions et disputes au sein du parti exclut une victoire nette de l'un ou l'autre de ces groupes.⁴³

Les élections au sein du parti, au début de l'année 1986, se révèlent être au moins aussi importantes que le congrès qui les a précédées. L'éligibilité des candidats est étroitement contrôlée par le comité central, mais les élections stimulent néanmoins un vaste débat et un véritable renouveau. Des figures importantes du régime doivent faire face à la résistance acharnée des branches locales du parti. Dans certains cas, les vues de la base l'emportent, tandis que dans d'autres, des candidats à l'esprit indépendant sont forcés de se retirer. A Yaoundé et Douala, les deux plus grandes villes du pays, les instances dirigeantes du parti cèdent à la tentation d'imposer des candidats issus des groupes ethniques « autochtones » aux dépens de candidats pourtant plus populaires.⁴⁴ Mais de nouvelles figures politiques émergent, ou ré-émergent, et le renouvellement général des organes du parti est impressionnant – un peu plus de la moitié des 49 chefs de section sont remplacés.

Au cours des années 1980, les espoirs de démocratisation grâce à un parti unique réformé sont déçus par les habitudes centralisatrices persistantes du gouvernement et par les stratégies de blocage des hauts dirigeants du régime. Le schéma est reproduit lors des élections municipales d'octobre 1987 et des élections présidentielles et législatives d'avril 1988. On tente alors de libéraliser le processus en encourageant l'inscription de listes rivales et en essayant d'empêcher les candidats d'occuper plusieurs mandats en même temps afin de libérer des positions pour de nouveaux venus. Mais plutôt que de contribuer à de meilleures pratiques démocratiques, ces changements produisent des résultats confus et contentieux : certains candidats parviennent à être nommés sur plusieurs listes et, dans certains cas, des candidats perdants sont nommés maires sur ordre du président ou de dirigeants du parti. Des rapports internes au parti et des récits de partisans du régime admettent que les élections de 1987 et 1988, en suscitant les espoirs sans les réaliser, ont fait reculer la popularité du parti.⁴⁵

⁴¹ Le Cameroun est souvent décrit en termes de grandes zones ethno-régionales, le Nord, le Sud (qui inclut généralement l'Est) et l'Ouest. Cette dernière zone peut être subdivisée entre la région Littorale (qui inclut Douala) et la région Ouest, qui entretient des affinités politiques supposées avec la région Nord-Ouest anglophone. Bien que cette description soit très simplificatrice (voir Bayart, « La société politique camerounaise », op. cit., p. 7-12), elle illustre néanmoins la façon dont les Camerounais continuent d'envisager leur scène politique nationale.

⁴² Entretiens de Crisis Group, militants de la société civile, Ba-foussam, et universitaire, Douala, mai 2009.

⁴³ Voir Bayart, « La société politique camerounaise », op. cit.

⁴⁴ Voir la description fascinante de ce processus à Yaoundé dans Boulaga, op. cit., p. 40-41.

⁴⁵ Voir *ibid.*, p. 44-54.

Biya voit la démocratisation du parti unique comme un palliatif à la faiblesse de sa propre légitimité. Le pouvoir lui a été remis par le haut, mais il n'a pas réussi à hériter des alliés, des réseaux de soutien ou même de la réputation personnelle de son prédécesseur. Il voit donc dans un parti transformé et plus démocratique une façon de se donner une nouvelle base. Mais le processus risque également d'exposer son manque de légitimité, et de remettre en question la configuration clientéliste qui forme le régime et qui doit donc être étroitement contrôlée. Les espoirs d'un système politique plus ouvert et plus apte à répondre aux revendications citoyennes sont donc à nouveau frustrés.

B. DEMOCRATISATION ET POLITIQUE MULTIPARTISTE

1. 1990-1992 : l'émergence explosive des mouvements pro-démocratie

La chute du mur de Berlin en 1989 et la diminution du soutien international à des régimes autoritaires ont encouragé les groupes d'opposition et la société civile à travers toute l'Afrique. Au Cameroun, l'avocat Yondo Black tente de former un nouveau parti politique au début de l'année suivante.⁴⁶ Il est arrêté avec une douzaine d'autres militants pro-démocratie. Tandis qu'ils attendent d'être jugés, l'association nationale des avocats, dirigée par un homme politique anglophone d'envergure, Bernard Muna, lance une grève. D'autres organisations émergent et, avec d'anciens militants de l'UPC, rassemblent un vaste soutien derrière leur offensive pour la démocratie. Le régime réagit en organisant des manifestations contre la démocratie multipartite, qu'il décrit comme une tentative de « diversion » et de « déstabilisation », à Yaoundé en mars et avril 1990.

En mai, John Fru Ndi, un libraire de la province (anglophone) du Nord-Ouest, et ancien candidat RDPC aux élections législatives de 1988, crée un nouveau parti politique, le Front social démocrate (plus communément appelé SDF, le sigle anglophone pour *Social Democratic Front*). A l'opposé de l'association des avocats, plus pondérée, le SDF est déterminé à entraîner dans la rue la lutte pour la démocratie et à faire la preuve du soutien populaire dont elle bénéficie. Le congrès fondateur du parti, à Bamenda le 26 mai, est violemment réprimé par l'armée, au prix de six vies humaines parmi les civils.⁴⁷

A la suite de ces événements et dans un contexte tendu mais plein d'espoir, le SDF devient l'épicentre d'un mouvement national en faveur d'une transition démocratique. Le régime est mis sur la défensive. En juillet, les lois anti-sédition sont abrogées, et le 19 décembre, la démocratie multipartite est formellement autorisée. Des douzaines de partis sont créés, certains avec une base populaire, tandis que d'autres sont le produit de stratégies opportunistes.

S'inspirant d'autres pays francophones africains, le mouvement pro-démocratie préconise une conférence nationale pour débattre de nouveaux arrangements politiques. Biya refuse, conscient que de telles conférences ont profondément affaibli le pouvoir présidentiel ailleurs. La colère monte à la vue du manque de progrès et des arrestations du journaliste de renom Pius Njawé et de l'activiste Célestin Monga au début de l'année 1991. Des partis d'opposition et groupes de la société civile (tels que CAP Liberté, dirigé par Djeukam Tchamani) organisent une grève générale et un mouvement de « villes fantômes », avec l'intention de mettre l'économie à genoux et de faire pression sur le gouvernement.

Initialement prévue pour ne durer que quelques semaines, la grève se prolonge de mai à août 1991, portant atteinte à l'économie et démontrant le pouvoir de mobilisation de l'opposition. Des douzaines de personnes meurent dans des affrontements entre militants et forces de sécurité à travers le pays, y compris sur le campus universitaire de Yaoundé.⁴⁸ Mais le régime reste intransigeant.

A la mi-1991, Biya propose d'organiser, en lieu et place d'une conférence nationale, une réunion tripartite, incluant des représentants du régime, de l'opposition et de la société civile pour débattre d'une transition démocratique. Cette réunion, qui a lieu de la fin octobre à la mi-novembre, est un franc succès pour Biya. En promettant de négocier, il brise l'élan de l'opposition et met fin à la grève générale. Mais une fois ces concessions obtenues, il ne voit plus l'intérêt d'en faire à son tour, ni de tenir les promesses qu'il avait faites. L'opposition se déchire sur

Mukum Mbaku et Joseph Takougang (dir.), *The Leadership Challenge in Africa* (Paris, 2004) ; Milton Krieger, "Cameroon's Democratic Crossroads, 1990-1994", *Journal of Modern African Studies*, 1994 ; Andreas Mehler, « Cameroun : une transition qui n'a pas eu lieu », in Jean-Pascal Daloz et Patrick Quantin (dir.), *Transitions démocratiques en Afrique* (Paris, 1997). Sur la naissance du SDF, voir Krieger, *Cameroon's Social Democratic Front: Its History and Prospects as an Opposition Party (1990-2011)* (Bamenda, 2008), chapitre 2, et la section IVA2 ci-dessous.

⁴⁸ Entretiens de Crisis Group, participants aux événements, Bafoussam et Douala, mai 2009. Voir aussi « Soldiers Return to Cameroon Campus, Strike Shuts Down Douala », Reuters, 19 avril 1991.

⁴⁶ Illustration des dispositions légales contradictoires du Cameroun, cette création de parti est autorisée par la constitution, mais est illégale selon les lois anti-sédition de 1967.

⁴⁷ Sur cette période, voir Boulaga, op. cit., chapitre III ; Victor J. Ngoh, « Biya and the Transition to Democracy », in John

des suspicions de collaboration et de cooptation. Son organe de coordination finit par se diviser, et Fru Ndi refuse de signer le communiqué final de la réunion.⁴⁹

Biya fait suivre ce qui a été pour lui une réunion tripartite réussie par des élections législatives précipitées au début du mois de mars 1992. L'opposition, qui n'obtient aucune réponse à ses demandes de délai supplémentaire pour pouvoir se préparer et qui entend ainsi protester contre les irrégularités persistantes dans la loi électorale, décide de boycotter les élections. Mais sous la pression du gouvernement, qui va jusqu'à distribuer de larges enveloppes à tout parti prêt à participer, l'opposition se divise à nouveau. L'Union nationale pour la démocratie et le progrès (UNDP), dirigée par Bello Bouba Maigari, Premier ministre de Biya dans les années 1980, décide de se présenter, laissant une section du parti dirigée par Sam Eboua poursuivre le boycott sous une nouvelle bannière. L'UPC nouvellement légalisée, apparemment ressuscitée, se divise de façon similaire entre l'opportuniste Augustin Kodock et Ndeh Ntumazah, plus âgé et plus fidèle aux principes. Néanmoins, et bien que le SDF et la plus petite Union démocratique camerounaise (UDC) aient maintenu leur boycott, le RDPC ne peut pas remporter une majorité absolue et se voit obligé de composer avec de plus petits partis pour obtenir une majorité au parlement.⁵⁰

Le test final de cette période vient avec l'élection présidentielle d'octobre 1992, à laquelle toutes les principales figures d'opposition participent. Les tensions sont déjà fortes après une violente campagne marquée par les tentatives flagrantes de Biya de manipuler le vote. Les observateurs internationaux notent de « sérieuses failles » dans le processus électoral.⁵¹ Lorsque la Cour suprême annonce le 23 octobre que Biya a remporté l'élection de justesse, l'indignation de l'opposition provoque des heurts violents. Biya impose l'état d'urgence dans la province du

Nord-Ouest, et l'armée réprime durement le mouvement.⁵² Fru Ndi rejette les résultats et se déclare vainqueur (presque certainement à juste titre), mais craignant pour sa sécurité, il doit se cacher.

Cette première ère de la démocratisation se termine comme elle a commencé, avec Bamenda, bastion de l'opposition, en état de siège. Tandis que la situation se décante à la fin de 1992, plusieurs choses sont claires. Le schéma de blocage suivi d'une crise, caractéristique de la vie politique camerounaise, se confirme. Mais, comme auparavant, le régime au pouvoir est parvenu à survivre. Les questions économiques et politiques sont une nouvelle fois liées, tandis qu'au début des années 1990, les problèmes financiers se multiplient et provoquent un chômage croissant, qui touche toutes les couches de la population et est exacerbé par la grève générale de 1991. La pression internationale, politique et économique, est un facteur important qui a forcé le système à s'ouvrir. Mais les bailleurs de fonds, plus inquiets de l'inconnu que de l'imparfait, n'ont pas pu se résigner à laisser le régime s'effondrer. Les Français, qui craignent le profil anglophone de Fru Ndi, ont apporté un soutien financier déterminant.⁵³

2. 1992-1997 : débat constitutionnel et décentralisation partielle

On peut attribuer le désenchantement à l'égard du processus électoral, même aux premières heures de la démocratie, aux divisions au sein de l'opposition, où certains membres en soupçonnent d'autres d'échanger leur soutien contre des privilèges gouvernementaux. La désillusion est aussi due au fait que l'opposition s'est concentrée sur le départ du pouvoir de Biya et a donc personnalisé la lutte au pouvoir, tout en faisant peu d'efforts cohérents pour produire un programme alternatif d'exercice du pouvoir. Mais de façon tout aussi dommageable, le refus du régime d'adhérer aux règles du jeu, ou même de permettre que ces règles soient clairement articulées, a réduit les possibilités d'un changement démocratique et pacifique.⁵⁴

⁴⁹ Sur la mauvaise foi du gouvernement, voir Boulaga, op. cit., p. 94-97. Pour une description des suspicions qui ont divisé l'opposition à cette époque, du point de vue d'un de ses membres, voir Pierre Flambeau Ngayap, *L'opposition au Cameroun, les années de braise* (Paris, 1999).

⁵⁰ Pour des détails sur la loi électorale contestée qui a précipité le boycott, voir Boulaga, op. cit., p. 99-100. Sur ces élections, voir aussi Joseph Takougang, « The 1992 Multi-party Elections in Cameroon: Prospects for Democracy and Democratization », *Journal of Asian and African Studies*, 1996.

⁵¹ Le régime refuse d'inscrire les jeunes électeurs susceptibles de voter pour Fru Ndi et interdisent les trois principaux journaux d'opposition. Voir « An Assessment of the October 11, 1992 Election in Cameroon », National Democratic Institute for International Affairs, Washington, 1993. Voir aussi Ngoh, in Mbaku et Takougang (dir.), op. cit., et Boulaga, op. cit., chapitre IV.

⁵² Voir « Arrests After Emergency Rule in Cameroon Province », Reuters, 28 octobre 1992 ; « Riots in Cameroon after President Biya Re-Elected », Reuters, 23 octobre 1992 ; et Ngoh, in Mbaku et Takougang (dir.), op. cit., p. 442.

⁵³ Les bailleurs de fonds sont divisés à cette époque, entre les Français qui fournissent un soutien déterminant au régime et les Américains qui soutiennent parfois ouvertement l'opposition. Voir Martin Dieudonné Ebolo, « L'implication des puissances occidentales dans les processus de démocratisation en Afrique : analyse des actions américaine et française au Cameroun (1989-1997) », *Polis*, 1998.

⁵⁴ Boulaga, op. cit., p. 118, donne une illustration de cela. Juste avant les élections présidentielles de 1992, un décret ministériel abroge le droit des partis de valider les résultats de chaque bureau de vote. En contradiction flagrante avec le code électo-

En 1993, l'attention se tourne vers la constitution, qui n'a pas été modifiée depuis l'avènement du multipartisme. Parmi les questions longuement débattues dans une ambiance polémique à présent familière (accusations de mauvaise foi lancées de tous côtés), la plus importante est celle du fédéralisme. Beaucoup d'Anglophones sont déterminés à défendre le principe d'un véritable gouvernement fédéral, mais ils échouent à exercer une réelle influence sur le processus. La constitution qui en résulte, finalisée en 1996, prévoit la création de régions et d'une deuxième chambre parlementaire, le Sénat, en partie constituée de représentants des nouvelles régions.

Toutefois, bien que la nouvelle constitution ait été formellement adoptée, son entrée en vigueur dépend de lois signées par le président. Celles établissant les régions n'ont été signées qu'en 2008, après un délai que le gouvernement n'a même pas tenté d'expliquer. Et il n'a pas non plus communiqué de calendrier pour leur véritable mise en application. Tandis que certains éléments de la constitution de 1996 ne sont toujours pas entrés en vigueur, le pays continue à être gouverné sous article 67, qui stipule l'utilisation des cadres légaux existants en attendant l'adoption complète (« progressive ») de la nouvelle constitution.⁵⁵

La nouvelle constitution prévoit également des élections locales, dont les premières ont lieu en janvier 1996. Celles-ci sont relativement réussies du point de vue logistique, et plusieurs groupes d'opposition vainqueurs ont ainsi pu acquérir une expérience déterminante du gouvernement local. Cependant, tandis que les organes élus locaux ont été introduits en l'absence de transformation appropriée des pouvoirs des administrateurs nommés, leur travail est souvent frustré par l'utilisation par le régime de ces administrateurs pour contrecarrer les desseins des maires et conseils locaux. Le régime a en outre nommé de puissants « délégués du gouvernement » dans les principales villes du pays (d'abord trois, maintenant sept), dont beaucoup étaient des fiefs de l'opposition. Leur raison d'être officielle est de répondre aux défis de l'urbanisation, mais dans la pratique, ils ont été nommés pour contrarier le travail des conseils élus.

ral, ce décret provoque des protestations prévisibles. Le décret est à son tour abrogé à la dernière minute, permettant au régime de prétendre qu'il a suivi la bonne procédure. Mais le second changement n'a jamais été annoncé à l'opinion publique ou même aux responsables politiques et administratifs, laissant place à une vaste confusion le jour du vote.

⁵⁵ Voir Ngoh, in Mbaku et Takougang (dir.), op. cit., p. 443, pour les interactions entre l'ancienne et la nouvelle constitutions, et aussi Joseph Takougang et Milton Krieger, *African State and Society in the 1990s: Cameroon's Political Crossroads* (New York, 2000), p. 182-194.

L'année 1997 est également celle des élections législatives et présidentielles. Dans une redite de 1992, le SDF et l'UDC boycottent l'élection présidentielle, se plaignant que le terrain de jeu électoral soit manipulé en faveur du régime bien avant le jour du vote. Ils ont cependant besoin de prendre pied dans les institutions étatiques et d'accéder aux ressources symboliques et matérielles qu'elles peuvent apporter et participent aux élections législatives. L'élection présidentielle se tient dans de relativement bonnes conditions et Biya est déclaré vainqueur. Les élections législatives permettent au SDF de confirmer son assise nationale avec 43 des 180 sièges de l'Assemblée nationale.⁵⁶

3. 1997-2004 : retour à l'autoritarisme

Les avancées démocratiques des années 1990 sont éphémères. Au cours de la décennie suivante, le RDPC apprend à utiliser les avantages du pouvoir de façon plus efficace pour rétablir un régime autoritaire, repoussant l'opposition dans de petites enclaves ethno-régionales aux élections de 2002. Ce faisant, il fait usage de toute la gamme des pouvoirs du régime, y compris en harcelant les médias indépendants, en distribuant les ressources de l'Etat de façon sélective, en s'appuyant sur une administration profondément partisane et en faisant usage de la fraude et de la manipulation à chaque étape du processus électoral.⁵⁷

Le pouvoir centralisateur de l'Etat est à nouveau démontré lorsque Maigari fait entrer son UNDP au gouvernement à la fin de 1997. Dès lors, l'espoir investi par les Camerounais dans le processus démocratique s'émousse considérablement, de même que leur confiance dans la crédibilité des élections. Le taux actuel d'inscription sur les listes d'électeurs, très bas, souligne à la fois les manœuvres de blocage du régime et un désenchantement populaire croissant.⁵⁸

La libéralisation plus large qui a accompagné les efforts de démocratisation politique a eu, quant à elle, des résultats ambigus. Bien que les médias d'Etat, qui continuent à jouer les agents de propagande du régime, dominent encore les scènes télévisuelles et, à un moindre degré, radiophoniques, la presse est maintenant raisonnablement

⁵⁶ Sur la scène politique et électorale post-1992, voir Boulaga, op. cit., chapitre III ; Takougang et Krieger, op. cit., chapitre 6.

⁵⁷ Un chercheur de Crisis Group, observateur électoral à Douala en 2002, a été le témoin direct de ces problèmes.

⁵⁸ Plusieurs interlocuteurs internationaux et camerounais ont exprimé leur inquiétude face au très bas niveau d'inscription sur les listes d'électeurs. Lors des élections présidentielles de 2004, seuls 4,7 millions d'électeurs se sont inscrits et 3,7 millions ont voté, sur une population totale de 17,8 millions d'habitants.

libre. Mais la liberté formelle des médias n'a pas mis fin à l'ingérence politique ; les journalistes sont fréquemment harcelés par des agents de l'Etat, et la presse est souvent corrompue par des politiciens qui cherchent à servir leurs intérêts personnels et nuisent ainsi à sa crédibilité.⁵⁹

Les mouvements de la société civile, qui ont attiré beaucoup d'individus de talents, jouent un rôle de veille souvent en association avec la presse (par exemple sur les questions de corruption), mais leurs moyens restent limités et ils sont susceptibles de rencontrer les mêmes problèmes de confiance que les partis politiques.

La démocratisation du début des années 1990 a pris en pleine crise économique. En 1993, l'Etat est proche de la banqueroute et forcé de réduire de 50 à 70 pour cent les salaires de la fonction publique. Les effets de cette réduction sont renforcés par les conséquences inflationnistes de la dévaluation du Franc CFA en 1994. Beaucoup de Camerounais se souviennent de ces mesures avec amertume, et le Fonds monétaire international (FMI) – accusé de les avoir imposées – continue à faire l'objet d'une grande hostilité. L'économie nationale s'est rétablie à la fin des années 1990, au moins pour ce qui est des finances de l'Etat. Mais ce rétablissement s'est ralenti par la suite, et des problèmes persistants de gestion économique expliquent que la croissance économique annuelle reste relativement basse, à 4 pour cent, depuis 2000. Le Cameroun reste dépendant de ses ressources agricoles et minérales, le pétrole contribuant environ un tiers des revenus du gouvernement.⁶⁰

Si le Cameroun a résisté aux vagues de licenciements observées dans les fonctions publiques d'autres pays africains, sa population a néanmoins souffert de l'informalisation d'une grande partie de l'économie. Des progrès ont été faits en termes de niveau de pauvreté, mais les indicateurs sociaux, comme le taux de scolarité dans l'enseignement secondaire, continuent de stagner ou ont régressé. Le taux d'inégalité et les disparités entre régions restent obstinément élevés.⁶¹

⁵⁹ Des entretiens de Crisis Group avec plusieurs journalistes camerounais et internationaux ont permis de recueillir des récits détaillés d'échanges d'argent contre des articles de presse favorables.

⁶⁰ Voir Célestin Monga, « L'argent qui appauvrit : un état des lieux macroéconomique et financier du Cameroun », in Fabien Eboussi Boulaga (éd.), *L'état du Cameroun* (Yaoundé, 2009). Voir aussi les données fournies par Florence Charlier et Charles N'Cho-Oguie, *Sustaining Reforms for Inclusive Growth in Cameroon*, Banque mondiale (Washington, 2009).

⁶¹ On peut comparer, par exemple le taux de croissance annuelle de 4 pour cent depuis 2000 avec les indicateurs sociaux largement stagnants du pays, tels que la santé et l'éducation. La mortalité infantile (enfants de moins de cinq ans), par exemple,

Depuis la crise économique du début des années 1990, le gouvernement a négocié une série d'accords avec le FMI et la Banque mondiale qui se sont accompagnés d'efforts pour réformer les finances publiques et des aspects plus généraux de la gouvernance étatique. Bien qu'ils aient eu des effets sur les premières, ils ont échoué à produire une réforme significative et visible, surtout en matière de corruption. Avec les années, les responsables politiques ont appris à jouer le « jeu de la réforme » – faisant juste assez de concessions pour maintenir des relations de travail avec les bailleurs de fonds, tout en évitant tout changement en profondeur. L'entrée dans le Commonwealth en 1995 donne lieu au même constat – beaucoup de pression, l'adhésion servant de carotte, mais peu de réformes effectives.

Le Cameroun a graduellement réduit sa dette depuis les niveaux sans précédent du début des années 1990. En avril 2006, il a atteint le point d'achèvement de l'initiative pour les Pays pauvres les plus endettés (PPTE), ce qui a permis une baisse très nette de son niveau d'endettement – de 91 pour cent du Produit national brut (PNB) en 2000 à 13 pour cent en 2008.⁶² Cette énorme injection financière pourra peut-être aider le pays à surmonter la crise financière mondiale, qui risque sinon de sérieusement affecter son économie exportatrice. Mais toute amélioration continue à dépendre à la fois de défis techniques et de la capacité à s'attaquer à une corruption omniprésente qui freine le développement et – parce qu'elle engendre la stagnation économique – menace la cohésion des élites qui sont profondément vulnérables à une baisse soudaine des ressources financières nécessaires au graissage du système clientéliste.

Tandis que le niveau de vie de nombreux Camerounais est devenu précaire, d'autres ont continué à accumuler ce qui ressemble à des richesses fabuleuses, généralement suspectées d'être issues de connexions politiques. Les plus riches, dont les enfants sont envoyés dans de prestigieux établissements d'éducation à l'étranger, semblent se détacher de plus en plus des réalités quotidiennes du pays. Cette situation est cause d'un ressentiment grandissant et de l'impression que le consensus social bâti sous Ahidjo est en train de s'affaiblir. Le président Biya lui-même s'est exprimé à ce sujet : « J'ai la conviction qu'une

était encore en 2004 à son niveau de 1991 de 144 décès pour 1 000 naissances d'enfants vivants. Voir Charlier et N'Cho-Oguie, op. cit., chapitre 2 : « ... le taux de mortalité infantile au Cameroun a considérablement augmenté dans les années 1990, tandis qu'il déclinait en Afrique sub-saharienne en général ». Le coefficient Gini (qui mesure l'inégalité des revenus) est de 44,6, ce qui place le Cameroun au 153^e rang sur une liste de 182 pays par ordre décroissant d'inégalité (chiffres du Programme des Nations unies pour le développement, Pnud).

⁶² Voir Monga in Boulaga (dir.), op. cit., p. 148.

société à plusieurs vitesses, outre qu'elle s'éloigne de nos modèles solidaires traditionnels, perdrait rapidement toute homogénéité et serait tôt ou tard l'objet de graves tensions internes. »⁶³

IV. COMMENT LE CAMEROUN EST-IL GOUVERNE ?

Ayant repoussé toute tentative d'avancée démocratique, les élites se contentent de proposer une politique de stagnation et de corruption. Tout en qualifiant systématiquement les groupes d'opposition d'illégitimes et de subversifs (quand elles ne parviennent pas à les acheter), elles n'offrent aucune alternative pour renforcer les institutions ou améliorer les relations entre les groupes sociaux, et se contentent de ressasser le même discours d'unité nationale supposée. Les partis d'opposition continuent de symboliser un espoir de changement, même si ces espoirs sont de plus en plus incarnés par de diverses organisations de la société civile.

Plusieurs zones du pays continuent également à être négligées tant sur le plan économique que politique. Dans certains cas, comme au Cameroun anglophone, cette situation est associée à un fort sentiment identitaire, et dans d'autres, au souvenir de périodes violentes passées, ce qui constitue un cocktail potentiellement explosif. Les tentatives occasionnelles de l'Etat de démontrer son autorité, souvent par l'envoi d'unités spéciales de sécurité, ne s'accompagnent pas d'un dialogue soutenu ou d'une quelconque autre forme de participation populaire. Le Cameroun entretient généralement de bonnes relations avec ses voisins, preuve d'un reste de compétences dans certains domaines bien spécifiques. Toutefois, ces relations sont aussi porteuses de risques.

A. SCENE POLITIQUE

1. Le régime

Le RDPC s'assure le soutien des élites locales en leur octroyant des avantages sous forme d'emplois, de contrats publics ou d'autres largesses provenant de l'Etat. La distribution des ressources et des postes dans la fonction publique est largement tributaire de la loyauté au régime ou tout simplement liée à la corruption. Ce système produit une administration publique extrêmement inefficace, où le sens de l'initiative et la compétence passent systématiquement après la corruption et l'opacité.

Aux commandes du navire se trouve un président tout puissant, mais curieusement absent, qui manie à la perfection les outils de la centralisation que lui a légués son prédécesseur. L'absence-même du chef de l'Etat fait partie d'une gestion mystique du pouvoir qui a contribué, avec le temps, à désabuser des citoyens désorientés par le côté arbitraire du régime. Toute décision, de quelque importance qu'elle soit, doit être signée par les plus hautes autorités, très souvent par le président lui-même. Etant donné ses longs et fréquents séjours en Europe, les nouvelles initiatives finissent souvent dans les tiroirs.

⁶³ Extrait de son discours du nouvel an de 2000, cité par Bouopda Pierre Kamé, *Les émeutes du renouveau Cameroun février 2008* (Paris, 2008), p. 48. Plusieurs entretiens de Crisis Group ont souligné des niveaux de corruption en augmentation rapide depuis le début des années 1990.

Le régime continue de fonctionner selon un schéma de parti unique. Les services publics, l'armée, la police, les douanes, le système judiciaire et même les secteurs de la santé et de l'éducation sont fortement politisés. Le RDPC ne se voit pas comme un simple groupe politique distinct de l'Etat et temporairement aux commandes d'une entité permanente.⁶⁴ Cette confusion entre parti au pouvoir et Etat est entretenue dans le but de faire passer toute opposition au RDPC pour de la subversion. Les fonctionnaires sont encouragés à se sentir au service à la fois du parti et de l'Etat. Toute critique du parti est jugée antipatriotique, et il y a par ailleurs de fortes résistances à l'établissement d'un système électoral impartial.⁶⁵ Le système de distribution des ressources va au-delà de la fonction publique et au plus bas de l'échelle sociale, la pauvreté aidant, l'allégeance au parti devient une nécessité pour survivre.

Ce système, centré sur une présidence apparemment toute puissante et opérant à travers le parti au pouvoir, donne une impression superficielle d'unité. Mais en réalité, le régime est parcouru de fractures à peine voilées au sein du régime. L'une de ces lignes de fracture est ethnique. Beaucoup ont le sentiment, en partie fondé, que les membres de l'ethnie de Biya, les Bété, occupent les postes stratégiques, en particulier au sein des forces de sécurité (armée, gendarmerie, garde présidentielle et autres unités importantes) et des ministères de la défense et des finances. Ils profitent de ces positions pour saisir toutes les occasions d'enrichissement et constituent ainsi une nouvelle classe de riches « bureaucrates ».

Les origines de ce déséquilibre ethnique remontent à la réponse de Biya à la tentative de coup d'Etat d'avril 1984. Convaincu que les partisans nordistes d'Ahidjo avaient fomenté le complot, Biya a organisé une véritable chasse à l'homme dans les communautés du Nord. Les forces de sécurité ont arrêté plus d'un millier de personnes et procédé à de nombreuses exécutions extrajudiciaires. Les

élites du Sud en ont tiré la conclusion que Biya avait besoin de leur soutien pour se maintenir au pouvoir. On rapporte que Biya suit les conseils d'une association informelle beti connue sous le nom de « groupe Essingan », qui fait pression sur lui pour que les Bété continuent d'avoir un accès privilégié aux emplois et ressources publics.⁶⁶ Il tente cependant de maintenir un équilibre relatif dans les attributions de postes gouvernementaux, et utilise d'ailleurs cette notion d'équilibre pour monter groupes et individus rivaux les uns contre les autres.

Le régime Biya a dû, à plusieurs reprises, faire face à des dissensions internes, lancées par des courants « réformistes », souvent soutenus par de jeunes cadres du régime, dans un supposé conflit de générations. L'exemple le plus significatif remonte à janvier 2003, quand Pierre Mila Assouté, un ancien membre du comité central, s'est associé à d'autres réformistes pour exprimer une série de griefs, publiés dans un « livre blanc ». Assouté est maintenant exilé en France. Plus récemment, on a entendu parler de l'existence d'un « G11 », composé de réformistes du régime. Ces mouvements ont tous échoué.

La récente campagne anti-corruption, nommée opération « Epervier », est la dernière arme du président Biya contre l'émergence de courants rivaux au sein de son parti, puisqu'elle lui permet d'imposer un principe absolu de loyauté à travers les procès hautement médiatisés de caciques du pouvoir. Cette campagne est également en partie motivée par des pressions externes et en partie une réponse du gouvernement à l'insatisfaction de l'opinion publique. Si l'opération Epervier a acquis une certaine popularité, elle reste largement perçue, à juste titre, comme une opération politicienne dans la mesure où c'est le président qui décide de la suite à donner aux dossiers. La stratégie de Biya pourrait cependant nuire à ses propres intérêts. L'opération lui fournit certes un nouvel outil de contrôle, mais elle risque également d'exacerber les divisions au sein du régime et de priver le RDPC de ressources.⁶⁷ La promptitude du régime aujourd'hui à quali-

⁶⁴ Les chercheurs de Crisis Group ont vu plusieurs exemples de ce lien entre le parti et l'Etat et de la façon dont les actes de loyauté, généralement peu sincères et avant tout motivés par des calculs carriéristes, sont arrachés. Par exemple, une employée d'une société privée (mais qui dépend de contrats accordés par l'Etat) a été sanctionnée pour n'avoir pas assisté à une manifestation organisée par la première dame, Chantal Biya, alors que la présence à cette cérémonie était officiellement non-obligatoire. Entretien de Crisis Group, Bafoussam, mars 2010. Voir aussi Charles Manga Fombad, « The Dynamics of Record-Breaking Endemic Corruption and Political Opportunism in Cameroon », in Mbaku et Takougang (dir.), op. cit., p. 371, et Francis B. Nyamnjoh, « Cameroon: a Country United by Ethnic Ambition and Difference », *African Affairs*, 1999.

⁶⁵ Voir Paul-Simon Handy, « Cameroon's parliament and council elections : plus ça change ..., » , Institute for Security, août 2007.

⁶⁶ Entretien de Crisis Group, journaliste, Yaoundé, avril 2009. Voir Konings et Nyamnjoh, op. cit, p. 8 pour une analyse de cette préférence accordée au Sud par le régime Biya. Ce privilège est réservé aux seules élites, tandis que les populations du Sud et de l'Est restent désespérément pauvres malgré l'accès au pouvoir dont « leurs » élites bénéficient, comme l'explique Charles Ateba Ayene dans son livre très débattu, *Les paradoxes du 'pays organisateur' élites productrices ou prédatrices ? : le cas de la province du sud Cameroun 1982-2007* (Yaoundé, 2006).

⁶⁷ La durée du régime Biya et les inévitables frustrations qu'elle engendre font qu'il est très difficile de distinguer les véritables mouvements de réformes des expressions d'ambitions politiques ou de frustrations personnelles. Sur les dissensions au sein du régime, voir « The people versus Biya », *Africa Confidential*, 14 mars 2008. Sur l'opération Epervier, voir « Biya's purge », *Africa Confidential*, 6 juin 2008 ; et « 'L'Epervier' a

fier toute voix discordante au sein du parti de « subversive » est une preuve de nervosité et de suspicions face aux ambitions émergentes, tandis que le président a fêté ses 77 ans au début de l'année 2010 et n'a donné aucun indice sur ses intentions de rester en poste ou pas.⁶⁸

La cooptation des chefs traditionnels à l'intérieur du système de pouvoir étatique est au centre de la stratégie du parti au pouvoir. Ils sont, depuis 1977, officiellement employés comme « auxiliaires » de l'Etat. Cela permet au régime, tout comme aux forces coloniales avant lui, de créer, de remodeler ou de coopter des (pseudos) dirigeants traditionnels, suivant le contexte local.⁶⁹ Comme à l'époque coloniale, les chefs traditionnels ont souvent mis à profit ces arrangements à des fins personnelles.

Tandis que les abus et la manipulation des chefferies traditionnelles par les pouvoirs coloniaux et postcoloniaux ont toujours suscité la controverse, cette situation est devenue hautement politisée et contestée depuis le début des années 1990. Avant cette date, il était communément admis que les chefs faisaient partie de la machine gouvernementale. Maintenant, cependant, ils sont mêlés à des disputes politiques – parfois entre le RDPC et des partis d'opposition, et d'autres fois, entre factions rivales du RDPC. Ceci a contribué à discréditer, aux yeux de beaucoup, certains chefs en particulier et l'institution de la chefferie traditionnelle en général.⁷⁰ Les mandats politiques locaux sont alors d'autant plus disputés que les postes au niveau central restent la chasse gardée du cercle dirigeant du parti au pouvoir.

Les lois de 1996 sur la décentralisation, qui ont introduit des élections locales sans modifier les attributions des administrateurs locaux, ont provoqué d'interminables disputes au sein d'une structure de gouvernance locale

repris son envol », *Lettre du Continent*, 3 avril 2008. Epervier, lancée en 2006, a enquêté sur une soixantaine de hauts responsables et ministres actuels ou anciens, les plus en vue étant l'ancien ministre de l'économie et des finances, Polycarpe Abah Abah, et l'ancien ministre de la santé, Urbain Olanguena Awono, qui sont tous deux actuellement en prison. Un prochain briefing de Crisis Group se penchera sur ces dynamiques internes au régime, et entre autres sur l'opération Epervier.

⁶⁸ Le secrétaire général du RDPC a par exemple récemment déclaré lors d'un meeting du parti que « l'ennemi n'est pas loin de nous, il peut se manifester en notre sein », cité dans *Mutations*, 5 novembre 2009.

⁶⁹ Entretiens de Crisis Group, membres de la société civile et un chef traditionnel, Bafoussam, Bamenda et Douala, mai 2009. Voir également Charles Nach Mback, « La chefferie traditionnelle au Cameroun : ambiguïté juridique et dérives politiques », *Afrique Développement*, 2000 ; Geschiere, op. cit., et Nyamnjoh, op. cit., 1999. Pour les aspects historiques, voir Mbembe, op. cit., chapitres IV et VIII.

⁷⁰ Entretiens de Crisis Group, dignitaires de l'église et membres de la société civile, Bamenda, mai 2009.

maintenant particulièrement complexe (composée de chefs, d'administrateurs locaux, et de conseillers et maires élus localement). Dans les zones de forte concentration de main d'œuvre immigrée comme Douala, les politiques de l'autochtonie, sous couvert de « protection des minorités », a provoqué des antagonismes durables, les « locaux » utilisant des moyens légaux pour contester les avancées obtenues par les immigrés et leurs descendants.⁷¹ Ces disputes se sont tout particulièrement focalisées sur les questions foncières.

A de nombreuses occasions, des chefs traditionnels bienveillants ont joué un rôle important dans la résolution de conflits locaux, par exemple relatifs aux terres. Mais tandis que leur crédibilité a diminué du fait des manœuvres politiques du pouvoir central, ils ont aussi vu diminuer leur capacité à résoudre les conflits. A cela s'ajoute le sentiment général que la politisation des identités locales a un impact négatif sur le consensus social national et l'Etat de droit, annulant ainsi les avancées politiques des années 1960 et 1970. Du niveau local au niveau national, il y a une ethnicisation croissante de questions telles que l'emploi dans la fonction publique.⁷² Ceci témoigne, entre autres, de la mauvaise foi persistante du régime et de sa manipulation de la carte politique du pays.

2. L'opposition

Les partis d'opposition ont subi des tests importants depuis leur arrivée sur la scène politique au début des années 1990. Il leur est de plus en plus difficile de contester les méthodes de gouvernement du régime et de proposer une alternative crédible, à mesure que ce dernier a perfectionné ses techniques de retour à l'autoritarisme. Pour eux, ce défi reste cependant vital car « quand l'opposition s'es-souffle, que reste-t-il à la population ? Seulement la rue ». ⁷³

⁷¹ La constitution de 1996 (article 57) établit que les conseils locaux doivent refléter les « composantes sociologiques » de leur circonscription et que les présidents des conseils régionaux (non encore créés) doivent être « autochtones » de la région. Les administrateurs locaux ont généralement utilisé cette clause pour favoriser les populations autochtones, parmi lesquelles le RDPC est souvent, mais pas toujours, plus populaire. Voir Mback, op. cit.

⁷² Les origines de cette situation sont à chercher dans les quotas régionaux introduits dans les années 1970 dans la fonction administrative pour tenter de corriger des déséquilibres historiques dus aux niveaux d'éducation. Mais la pratique a dégénéré et est devenue source d'antagonismes à mesure que l'éthique du service public a décliné. Comme l'ont souligné un journaliste et un militant de la société civile, « les politiques de protection des minorités créent des factions ethniques à travers toute l'administration publique ». Entretiens de Crisis Group, Douala, mai 2009, et universitaire, Yaoundé, mars 2010.

⁷³ Entretien de Crisis Group, universitaire, Douala, mai 2009.

Face à la solidité apparente du régime et à ses multiples utilisations et abus de pouvoir, les partis d'opposition ont plusieurs options. Craignant de devenir redondants, ils ont utilisé tout ce qui était à leur disposition pour se faire entendre : démonstration de leur soutien populaire dans la rue, consolidation de leur position institutionnelle (par exemple au parlement) et participation à un gouvernement de coalition avec le RDPC.⁷⁴

Cette multiplicité de stratégies, ainsi que les antagonismes profonds entre les dirigeants et les divergences entre leurs bases régionales, sont un frein constant à la création d'une coalition. A l'issue des législatives de 1992, l'opposition aurait pu devenir majoritaire au parlement si un petit parti, le Mouvement pour la défense de la république (MDR), n'avait pas choisi de s'allier à la coalition gouvernementale. En 1997, le boycott de l'élection présidentielle n'a pas été respecté par tous les partis ; la participation de deux candidats de l'opposition au scrutin a permis à Biya de légitimer sa réélection. En 2004, les efforts pour désigner un candidat unique se sont soldés par un échec, le chef du SDF, John Fru Ndi ayant refusé d'accepter l'idée d'un vote des dirigeants de l'opposition. Il a estimé, non sans raison, que l'ampleur de sa popularité au niveau national faisait de lui le seul candidat crédible de l'opposition.⁷⁵

Le SDF reste le principal parti d'opposition du Cameroun. Il jouit d'une grande crédibilité populaire à travers le pays grâce à la volonté de défier le régime dont il a fait preuve lors de ses débuts « héroïques ». Le parti est issu de réseaux d'étudiants, d'hommes d'affaires et de dissidents exilés en Europe dans les années 1970-1980. Il a été fondé au début de l'année 1990 par une dizaine de personnes, alors connues sous l'appellation « groupe d'études 89 », qu'on appelle aujourd'hui les « pères fondateurs », et dont le membre le plus important était Siga Asanga. C'est sous son influence que John Fru Ndi, un membre de sa famille, a pris les rênes du parti.⁷⁶

⁷⁴ Georges Ngwane a résumé ces approches, respectivement, en ces termes : « Biya doit partir », « Biya doit changer » et « Biya doit partager ». « The Opposition and their Performance of Electoral Power in Cameroon (1992-2007) », communiqué au Forum de la Fondation Friedrich Ebert, Yaoundé, août 2007. Sur les tensions au sein du SDF sur les questions de manifestations de rue ou de participation au parlement, voir Mathias Nguini, « Le Social Democratic Front : un parti d'opposition entre charisme et bureaucratie », dans Luc Sindjoun (dir.), *Comment peut-on être opposant au Cameroun ?* (Yaoundé, 2004).

⁷⁵ L'élection présidentielle camerounaise se déroule en un seul tour. Le candidat qui recueille le plus de voix l'emporte, d'où l'importance d'une candidature unique de l'opposition. Sur l'échec de 2004, entretien de Crisis Group, haut responsable du secrétariat de la coalition d'opposition de 2004, Yaoundé, et John Fru Ndi, Bamenda, mai 2009.

⁷⁶ Entretiens de Crisis Group, militants politiques, Douala, mai 2009. Voir aussi Krieger, *Cameroon's Social Democratic Front*,

Le SDF se présente comme la force d'opposition la plus cohérente et authentique au régime Biya. Il dit représenter les travailleurs et agriculteurs par opposition à ce qu'il qualifie de culture de privilèges bureaucratiques du RDPC. Ses membres se vantent de n'avoir participé à aucun des gouvernements Biya.⁷⁷ Depuis ses débuts, le SDF maintient des liens étroits avec des mouvements de défense des droits de la minorité anglophone, et de nombreux militants du parti sont aussi membres de ces groupes. Les pères fondateurs eux-mêmes étaient un groupe d'Anglophones, qui ont quitté différents groupes d'opposition en 1990. Le dynamisme du parti lui a par la suite assuré un véritable soutien populaire à travers le pays. Mais le bastion du SDF reste la province anglophone du Nord-Ouest, où il est fortement soutenu par la société civile et les groupes sociaux traditionnels.⁷⁸

L'attachement de Fru Ndi à la cause anglophone est évident.⁷⁹ Lui et son parti affirment, avec juste raison, que le problème anglophone n'est que la partie la plus visible d'un plus vaste problème de mauvaise gouvernance et d'exclusion des citoyens ordinaires des fruits de la croissance économique. En termes politiques, le parti a clairement exprimé ses intentions en 2000, quand il s'est désolidarisé du mouvement sécessionniste anglophone, optant plutôt pour un appel en faveur d'un retour au fédéralisme, dont la forme finale est à débattre. Mais son association avec la cause anglophone et le refus obstiné de John Fru Ndi d'apprendre le français, au bénéfice de ce qu'il considère comme la langue nationale, le pidgin anglais, permettent au régime de présenter le SDF comme essentiellement régional et subversif.

Depuis le début des années 1990, le SDF a perdu de sa superbe et les dissensions internes se multiplient. Excellent rassembleur en temps de crise, John Fru Ndi n'a pas su développer son parti sur le long terme. La perte d'élan est devenue un cercle vicieux, surtout après l'échec de 2004, et la population a abandonné tout espoir de changement et s'est désintéressée des partis politiques et des élections. Le régime est par ailleurs parvenu à reconquérir les acquis électoraux du SDF, ne lui laissant en 2007 que le tiers des sièges parlementaires qu'il avait ga-

op. cit., p. 58-59 et Nguini, in Sindjoun (dir.), op. cit., p. 220 Asanga s'est brouillé avec la direction du parti en 1994. Il est mort en 1998.

⁷⁷ Entretien de Crisis Group, militant politique, Douala, mai 2009. Cette image « d'opposition radicale » se fonde sur des faits historiques précis puisque Asanga, par exemple, était le protégé politique de Ntumazah, qui a dirigé l'aile anglophone de l'UPC (le *One Kamerun Party*) dans les années 1950 et 1960. Fru Ndi va parfois jusqu'à se présenter comme le fils spirituel d'Um Nyobé, voir Krieger, *Cameroon's Social Democratic Front*, op. cit., p.106 (note de bas de page 68).

⁷⁸ Krieger, op. cit., 2008, chapitre 2.

⁷⁹ Entretien de Crisis Group, John Fru Ndi, Bamenda, mai 2009.

gnés en 2002 et le contraignant de plus en plus à se réfugier dans sa base du Nord-Ouest.

D'importantes dissensions se sont fait jour dans les années qui ont suivi la fondation du SDF. Certains membres sont partis ; d'autres ont été exclus par application de l'article 8.2 du code du parti.⁸⁰ Les départs sont le plus souvent intervenus après des disputes publiques avec la direction qui ternissent l'image du parti. Mahamat Souleymane, un membre fondateur, a quitté le parti après une querelle avec John Fru Ndi en 1998, pour former le Mouvement social démocrate (MSD), un parti vite disparu. Le célèbre auteur Mongo Beti, proche du SDF dans les années 1990, a laissé derrière lui une vive critique du parti, publiée à titre posthume un an après sa mort en 2001.

Le départ qui a peut-être le plus affecté le parti est celui de Yaya Saidou Maidadi, étoile montante du parti, qui a quitté le SDF en 2002. Son départ a été suivi d'une autre scission majeure en 2006. Tandis que la direction du parti a pu aisément qualifier certains de ces dissidents d'élitistes et d'opportunistes (tels que Ben Muna, habitué des allers-retours à répétition), il paraît difficile de coller cette étiquette à Maidadi.⁸¹ Les fractures au sein du SDF ont plus récemment occasionné des violences. En 2004, des affrontements entre des membres du SDF et ceux du nouveau parti de Bernard Muna ont fait un mort. Fru Ndi, qui n'était pas présent, est en instance de jugement pour son implication dans l'incident.

Ces défections soulignent des problèmes plus profonds dans la gestion du parti. Tous ceux qui l'ont quitté se sont plaints d'une gestion peu démocratique, plus particulièrement au sein du comité des nominations. Ce point soulève à son tour la question du leadership de Fru Ndi, qui au fil du temps semble s'être installé dans un poste à vie. Cette situation ressemble paradoxalement de plus en plus à la position que Biya occupe à la tête du régime.

Les programmes des autres partis d'opposition restent confinés à l'expression de questions régionales ou d'ambitions personnelles. L'UNDP, dirigée par le tout premier Premier ministre de Biya, Bouba Bello Maigari, repré-

sente le Nord et reste associée la perception populaire de l'héritage politique d'Ahidjo. Elle est entrée au gouvernement en 1997, ébranlant sérieusement les capacités de l'opposition à faire pression sur le gouvernement et à se présenter comme une force de changement.

L'UDC s'en tient à une attitude d'opposition cohérente au gouvernement. Le parti reste cependant l'instrument de l'ambition personnelle de son dirigeant, Adamou Njoya, et est de ce fait institutionnellement peu développé. Son champ d'influence reste limité à la ville natale de ce dernier, Foumban, où il jouit d'une base solide.⁸² L'UPC a été reprise par des opportunistes sans assise populaire. Quelques autres partis, comme le Manidem basé à Douala, maintiennent la tradition radicale de l'UPC, sans pour autant être autorisés par la justice à utiliser son nom.⁸³

B. PERIPHERIES ET VOISINS

La création, à l'époque coloniale, d'un pôle d'activité économique (« Cameroun utile ») autour du triangle Douala-Bafoussam-Yaoundé a fait apparaître des niveaux de développements très disparates. De façon générale, une grande partie de la population se sent exclue ou en marge des réseaux clientélistes de l'Etat mais certaines zones, en particulier le Nord et l'Est, souffrent d'un sérieux laisser-aller économique. La situation dans le Nord et dans la zone anglophone menace tout particulièrement la stabilité future du Cameroun, puisqu'elle est caractérisée à la fois par un abandon économique et des griefs historiques spécifiques contre le pouvoir central, souvent exprimés en termes politiques identitaires et communautaires.

⁸⁰ L'article 8.2 permet à la direction du parti d'exclure toute personne ayant tenu des propos publics allant à l'encontre de la ligne du parti.

⁸¹ Voir Ambroise Kom, *Mongo Beti parle* (Paris, 2002), p.261-267 ; Krieger, *Cameroon's Social Democratic Front*, op. cit, chapitre 7 ; et entretiens de Crisis Group, membres et anciens membres du SDF, Bamenda et Yaoundé, mai 2009. La longue liste de membres influents qui ont quitté le parti donne une idée de l'ampleur de ce problème : Muna (1993 et 2006), Asanga (1994), Ambroise Kom (1994), Basile Kandoum (1994), Charles Mbock (1995), Souleymane (1998), Jean-Pierre Tchoua (1998), Maidadi (2002), le secrétaire général historique Tazoacha Asonganyi (2006), Paulinus Jua (2006).

⁸² Adamou Njoya, ancien ministre d'Ahidjo, s'est brouillé avec Biya dans les années 1980 et a quitté le RDPC pour former, plus tard, l'UDC. La création du parti fait aussi suite à une dispute familiale – entre son père et son oncle – au sujet de l'héritage d'un titre de chefferie traditionnelle et à des manœuvres du parti au pouvoir pour empêcher Adamou Njoya d'accéder à la chefferie traditionnelle. Entretien de Crisis Group, journaliste et ancien membre de l'UDC, mars 2009.

⁸³ Ce parti, créé en exil dans les années 1970, s'appelait l'UPC-Manidem (Mouvement africain pour la nouvelle indépendance et la démocratie). Il est maintenant simplement connu sous le nom de Manidem. Entretien de Crisis Group, président du Manidem, Douala, mai 2009.

1. Le Nord

Les trois régions du Nord Cameroun, qui se distinguent du Sud sur les plans climatique, social et historique, ont joué un rôle important dans l'histoire du pays.⁸⁴ La politisation des autorités locales, un problème croissant de criminalité qui témoigne de l'incapacité de l'Etat à assurer l'ordre public et un ressentiment persistant lié aux violences de 1984 constituent autant de sources potentielles de conflit.

La région était une zone périphérique du califat peul de Sokoto au début du 19^e siècle, au moment de la constitution des micro-Etats islamiques (« Lamidats »).⁸⁵ Les pouvoirs coloniaux renforcèrent leurs positions et les Lamibe les plus importants, particulièrement ceux de Garoua et de Maroua, demeurent les personnages les plus influents dans la région.⁸⁶

Les relations complexes entre Peuls et non-Peuls sont souvent sources de tensions et de conflits. Pendant près de 200 ans, les non-Peuls ont occupé une position de subordonnés par rapport aux Lamibe et à leurs auxiliaires. Mais beaucoup d'habitants locaux ont été assimilés, devenant peuls au fil des générations, souvent via une conversion à l'Islam. D'autres ont tissé des liens de dépendance avec les Peuls à travers le commerce et les opportunités d'emploi. Mais certains groupes ont résisté à l'hégémonie peule, une résistance souvent exprimée par leur adhésion au christianisme, introduit dans la région par les colonisateurs au cours du 20^e siècle. Par ailleurs, la communauté peule est elle-même divisée entre les éleveurs, communément appelés Mbororo, et les Peuls installés en ville, riches et politiquement puissants.⁸⁷

⁸⁴ Ces trois régions sont l'Adamaoua, le Nord et l'Extrême Nord. La zone constituait la province du Nord avant d'être subdivisée en trois par le Président Biya en août 1983. C'est la zone la plus densément peuplée du Cameroun, mais sa population agricole a beaucoup souffert de la dégradation de l'environnement depuis les sécheresses des années 1970. Les indicateurs sociaux en termes de santé, d'éducation et de sécurité alimentaire sont les plus bas du pays. Evaluation de l'Agence française de développement, novembre 2007, obtenue par Crisis Group et basée en partie sur des statistiques du Pnud.

⁸⁵ Les Lamidats sont dirigés par des Lamibe (pluriel de Lamido) qui sont des dirigeants spirituels et politiques.

⁸⁶ Voir Gilbert L. Taguem Fah, « Le facteur peul, l'Islam et le processus politique au Cameroun d'hier et de demain », *Islam et Société au Sud du Sahara*, 2001, p. 84-87.

⁸⁷ La majorité des groupes ethniques non-peuls de la région sont souvent désignés sous l'appellation générale « Kirdi », terme utilisé pour nommer une chose ou une personne non-islamique. Toutefois, le lien parfois établi entre Peuls-Islamiques et non-Peuls-non-Islamiques est trompeur, puisque plusieurs groupes ethniques islamisés étaient déjà installés dans la région bien avant l'arrivée des Peuls, particulièrement dans l'extrême-nord

Tandis que l'émergence d'une nouvelle classe de Peuls éduqués, qui ne sont pas issus d'une famille dirigeante (comme Ahidjo lui-même), a bouleversé l'ordre social des années 1950 et 1960, la position économique et politique de l'élite peule a été protégée et renforcée sous Ahidjo. Le changement de régime, en 1982, a donc été perçu comme une menace pour cette position privilégiée.

L'introduction du multipartisme a exacerbé ces tensions. L'UNDP a été créée en 1990 par des partisans d'Ahidjo, mécontents du régime Biya. Alors qu'elle pouvait se targuer d'une base d'envergure nationale à ses débuts, elle a très vite connu des scissions. Après le départ de Sam Eboua (originaire du Littoral) en 1991, elle est devenue, sous Bello Bouba Maigari, une plateforme d'expression pour les populations du Nord. Mais tous les Camerounais du Nord n'adhèrent pas à l'héritage politique d'Ahidjo. Encouragée par le régime de Yaoundé, l'élite non-peule a commencé à former ses propres partis, tels que le MDR dirigé par Dakole Daissala. De plus, en dépit du succès de l'UNDP dans le Nord aux élections législatives de 1992, certains chefs traditionnels sont restés loyaux au RDPC, qui a continué à tenir les cordons de la bourse régionale.

La combinaison historique de tensions ethniques, de compétition multipartite et de relations entre le parti au pouvoir et les élites locales a souvent été source de violence. Les incidents sanglants de Meiganga, en 1991, provoqués par des tensions locales et nationales, illustrent les débuts de cette ère multipartite.⁸⁸ Dans certains cas, les élites locales, protégées par le régime, font la pluie et le beau temps. Le cas le plus extrême concerne le Lamido de Rey Bouba. Sa loyauté au RDPC, combinée aux griefs accumulés sous son règne, ont provoqué des tensions avec l'UNDP au milieu des années 1990. Celles-ci ont atteint leur summum avec l'assassinat d'un député de l'UNDP par la milice personnelle du Lamido en 1996.⁸⁹ Il n'y a eu ni enquête judiciaire, ni condamnation dans cette affaire.

autour du Lac Tchad. Les « Kirdi » constituent au moins la moitié de la population de la région, mais il est difficile d'établir leur nombre exact étant donnée la fluidité des identités ethniques. Sur les relations entre Peuls et non-Peuls, voir Emily Schultz, « From Pagan to Pullo, Ethnic Identity Change in Northern Cameroon », *Africa*, 1984 et Philip Burnham, *The Politics of Cultural Difference in Northern Cameroon* (Edimbourg, 1996).

⁸⁸ Voir Burnham, op. cit., p. 136-137.

⁸⁹ Claude Abé, « Les systèmes politiques traditionnels centralisés du monde rural face à la multiplication de l'offre partisane : l'expérience du Lamidat de Rey Bouba », communication présentée à la conférence *Les mondes ruraux à l'épreuve des sciences sociales* (Université de Bourgogne, Dijon, 2006). Sur la position de l'UNDP, voir Taguem G. L. Fah, « Crise d'autorité, regain d'influence et problématique de la pérennité des lamidats peuls du nord-Cameroun : étude comparée de Ray Bouba et Ngaoundéré », in Claude-Hélène Perrot et François

L'entrée de l'UNDP dans le gouvernement Biya l'année suivante et le déclin du parti ont calmé la situation mais une tension latente perdure. Il est clair que Biya, dont l'ascension politique doit beaucoup à Ahidjo, voit encore dans le Nord une part importante de sa base politique. Il a conservé le soutien d'une élite peu docile, tout en encourageant la création de partis rivaux issus de plus petits groupes ethniques qui rassemblent autour de revendications liées à une « autochtonie » supposée et aux avantages que de telles revendications procurent à présent.⁹⁰

Dans les années qui ont suivi l'accession de Biya au pouvoir, la montée de la criminalité a été un test pour les autorités publiques du Nord. Cette criminalité est liée à la dégradation de l'environnement, qui a provoqué une chute des revenus agricoles ; à la circulation d'armes légères ; et surtout à l'instabilité constante dans la République centrafricaine (RCA) et au Tchad voisins. Les gangs violents de bandits des grands chemins (localement appelés « coupeurs-de-route »), qui volent voitures et bétail, sont souvent constitués d'ex-combattants des guerres civiles de ces pays, mais des ressortissants camerounais sont aussi impliqués.⁹¹ Pour y remédier, les autorités de Yaoundé ont créé en 2002 une unité spéciale au sein de l'armée, le Bataillon d'intervention rapide (BIR). L'unité a certes connu un succès initial, au prix d'importantes violations de droits humains, mais elle a aussi conduit les bandits à changer de stratégie, se livrant à l'entreprise lucrative des enlèvements dans les zones frontalières.

Après la tentative de coup d'Etat d'avril 1984, la population du Nord a été la victime d'une violente répression par l'armée. Il n'y a pas eu de processus ultérieur de réconciliation. La possibilité que des membres des forces de l'ordre nourrissent encore des désirs de revanche personnelle ou communautaire n'est pas à exclure. Beaucoup de membres de l'élite du Nord continuent de penser que

le pouvoir devrait leur revenir après la présidence Biya. Ils basent cette revendication sur le fait qu'en tant que soutiens du régime, à l'inverse des « semeurs de troubles » de l'Ouest, la rotation du pouvoir leur revient « de droit ». Beaucoup de membres de l'élite du Sud ont peur d'éventuelles représailles si le pouvoir leur échappait. L'idée que le pouvoir est une marchandise indivisible à négocier entre les différentes régions du Cameroun a des implications dangereuses pour la stabilité du pays lors d'un changement de présidence.⁹²

2. La minorité anglophone

Près de cinquante ans après la réunification des Cameroun britannique et français, les barrières linguistiques et culturelles entre les deux communautés demeurent et ont même été accentuées par l'échec de la réforme constitutionnelle et l'absence d'un dialogue sérieux. Si les violences sont restées rares, la combinaison des griefs accumulés au cours des années et d'une politique identitaire forte est dangereuse.

Le problème anglophone se situe à deux niveaux distincts mais interconnectés. D'une part, certains Anglophones considèrent toujours que l'accord conclu à Foumban en 1961 et ses clauses stipulant une « fédération égalitaire » n'ont pas été respectés par Yaoundé. Beaucoup, au sein de l'élite anglophone, ont travaillé avec le gouvernement d'Ahidjo dans l'espoir que le fédéralisme contribuerait à un respect mutuel des traditions et aboutirait à une union véritablement égalitaire. Cet espoir a été déçu, conduisant certains Anglophones à percevoir Yaoundé comme une force d'occupation, surtout depuis la dissolution du fédéralisme en 1972.

D'un autre côté, la majorité des Anglophones n'ont aucun mal à accepter leur double identité, camerounaise et anglophone, et ont depuis longtemps abandonné l'espoir d'une union vraiment égalitaire. Mais ils attendent que leur spécificité historique et culturelle soit prise en compte par le gouvernement central. Leurs frustrations ne sont pas tant liées aux échecs des années 1960 qu'aux échecs actuels d'un gouvernement trop centralisé dans ses relations avec les groupes minoritaires.

La colère s'est cristallisée autour de questions telles que les médias, l'économie et l'éducation. Au début des années 1990, les tentatives du gouvernement de démanteler puis de contrôler la direction des examens (*exam board*) du Certificat général d'éducation (*General Certificate of Education*, GCE) ont provoqué un long bras de fer avec les parents et les enseignants anglophones. Sur le plan économique, la privatisation de nombreuses compagnies,

Xavier Fauvelle-Aymar (dir.), *Le retour des rois. Les autorités traditionnelles et l'Etat en Afrique contemporaine* (Paris, 2003).

⁹⁰ Sur l'autochtonie, voir la section IVA1 ci-dessus. Les tensions provoquées par la gestion politique du Nord par Biya ont été révélées dans l'affaire de l'école normale de Maroua. Cette école normale a été créée à la demande de l'élite du Nord, qui espérait y réserver une majorité de places pour ses enfants. Lorsque de nombreux étudiants du Sud y sont entrés, ils ont fait pression sur Biya pour déclarer un certain nombre de places réservés aux étudiants du Nord, ce qu'il a fait. Beaucoup ont vu dans cette décision une remise en cause des valeurs républicaines d'égalité et de mérite, tandis que d'autres régions ont réclamé « leurs propres » écoles normales. En attendant, l'école normale de Maroua reste sous-financée et est incapable de fonctionner correctement. Entretien de Crisis Group, journaliste et militant politique camerounais, Douala, mai 2009.

⁹¹ Voir Saibou Issa, « Prise d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad », *Polis*, 2006.

⁹² Entretien de Crisis Group, journaliste camerounais, janvier 2009, et membre du RDPC, Yaoundé, mars 2010.

créées sous domination britannique, a également été une source de colère, comme l'a été un sentiment latent que le pétrole camerounais est extrait des eaux « anglophones », par des compagnies françaises et au profit du « régime francophone ».⁹³

Les plaintes de la minorité anglophone sont justifiées à de nombreux égards. Dans le cas de l'affaire du GCE, par exemple, le gouvernement ne s'est pas montré attentif aux traditions anglophones, alors que dans le domaine de l'éducation, les Anglophones sont constamment désavantagés car contraints de rejoindre le système francophone à mesure qu'ils se rapprochent du niveau universitaire. Cette pression est amplifiée par la suprématie de l'université de Yaoundé, qui demeure, malgré la création de nouvelles universités en 1992, l'université la mieux lotie du pays. En dépit de quelques efforts pour introduire le bilinguisme, elle reste clairement une institution francophone.

Cependant, la supposée marginalisation économique n'est pas si évidente. Beaucoup parmi l'élite anglophone occupent de hauts postes dans la fonction publique de Yaoundé.⁹⁴ Le Cameroun anglophone n'est pas plus économiquement défavorisé que d'autres régions du pays, en particulier le Nord et l'Est. Sa « marginalisation » est en partie réelle et en partie imaginaire, un concept dont l'emprise particulière provient de la perception qu'une communauté particulière avec une histoire spécifique a été injustement traitée lors du processus de construction de la nation.

La libéralisation politique du début des années 1990 a renouvelé l'espoir des Anglophones de voir leurs préoccupations prises en compte. L'élite, dont beaucoup de

membres avaient travaillé avec le gouvernement de Yaoundé, a commencé à discuter des moyens de mieux plaider leur cause.⁹⁵ Ils ont formé en 1993 la Conférence de tous les Anglophones (All Anglophone Conference, AAC) qui a organisé une rencontre réunissant environ 500 militants à Buea en avril de la même année. La déclaration finale demeure l'énoncé le plus clair et le plus vigoureux des griefs anglophones. Elle prône un retour à un fédéralisme à deux Etats,⁹⁶ la position défendue par le principal groupe de négociation (la Conférence permanente anglophone, ou Anglophone Standing Conference, ASC) créé après la conférence de Buea pour plaider la cause anglophone dans le débat sur la réforme constitutionnelle. Elle n'a cependant pas réussi à influencer le processus de révision constitutionnelle de façon significative. La nouvelle constitution, promulguée en 1996, prévoit une décentralisation vers les dix régions, une disposition qui n'a été promulguée qu'en 2008 mais n'a toujours pas été appliquée en 2010.⁹⁷

Cet échec de la réforme constitutionnelle et le fait que le régime a continué de dépeindre ceux qui prônent le fédéralisme comme subversifs ont conduit à un durcissement des positions. Au milieu et à la fin des années 1990, plusieurs groupes appelant à la sécession ont fait surface. Ils affirmaient que la réunification de 1961 était illégale (« une annexion ») puisqu'elle avait pris place sans que les Anglophones aient eu l'option de l'indépendance complète, et que la constitution qui en était issue n'avait pas été correctement ratifiée selon les dispositions de la tutelle de l'ONU.⁹⁸

⁹³ Voir Konings et Nyamnjoh, op. cit., chapitre 7. Sur le plan économique, la colère s'est focalisée sur la Société du Commonwealth pour le développement (*Commonwealth Development Corporation*), actuelle Société camerounaise pour le développement (*Cameroon Development Corporation, CDC*), qui gère de grandes plantations dans la région du Sud-Ouest. Certaines communautés de la région ont estimé que sa privatisation (annoncée en 1994) n'était rien d'autre qu'un bradage de leurs terres et de leur héritage économique. La dispute a duré plusieurs années, s'achevant avec la privatisation partielle de la CDC en 2002, une vente que les mouvements anglophones continuent de juger illégitime.

⁹⁴ Certains Anglophones estiment encore que cette élite est aussi comptable des problèmes de la région que les Francophones parce qu'elle n'a pas œuvré pour les intérêts de la région, mais a plutôt été cooptée dans le régime. Cette accusation n'est pas sans fondements puisque par exemple jusqu'en 1972, les députés anglophones avaient un droit de veto collectif sur les lois adoptées par l'Assemblée nationale mais ne l'ont jamais utilisé. Voir Ngoh, 1999, op. cit. Il est aussi important de noter que l'élite anglophone est très divisée entre ses membres issus des *grassfields* du Nord-Ouest et ceux issus des régions côtières, divisions que le régime de Yaoundé s'attache à encourager.

⁹⁵ La dissidence la plus visible du moment était celle de John Foncha, resté loyal au régime après avoir aidé à la création de la fédération en 1961. Il a démissionné du RDPC en 1990, se plaignant vivement que les Anglophones continuent d'être traités comme des « ennemis dans leur propre maison ». Foncha a par la suite plaidé la cause du Cameroun anglophone aux Nations unies en 1995. Voir Konings, « Le 'problème anglophone' au Cameroun dans les années 1990 », *Politique africaine*, 1996.

⁹⁶ Le fédéralisme, perçu comme un moyen de contrer la centralisation extrême du pouvoir, bénéficie d'un soutien considérable dans les zones anglophones et d'un peu de soutien chez les Francophones. Mais des différences importantes persistent entre l'option de fédérer les dix régions actuelles en dix Etats, une option intermédiaire à quatre Etats et un retour aux deux Etats initiaux. La dernière section de la déclaration de Buea défendait l'option à deux Etats, même si elle qualifiait aussi le dispositif fédéral de 1961 d'« illégitime ». Cette position laissait entrevoir les différences doctrinaires qui allaient émerger entre mouvements anglophones à la fin des années 1990.

⁹⁷ Voir section IIIB ci-dessus.

⁹⁸ Entretien de Crisis Group, membres du Conseil national des Cameroun du Sud (*Southern Cameroons National Council, SCNC*), Bamenda, mai 2009.

Les plus importants de ces groupes sont la Ligue de la jeunesse des Cameroun du Sud (Southern Cameroon Youth League, SCYL), très active dans le milieu étudiant anglophone dans les années 1990, le Mouvement de restauration des Cameroun du Sud (South Cameroon Restoration Movement, SCARM) et le Conseil national des Cameroun du Sud (South Cameroon National Council, SCNC), souvent considéré comme l'organisation fédératrice.⁹⁹ Aucune négociation n'a été entamée entre ces mouvements et le gouvernement, malgré les efforts faits en ce sens par le SCNC.

A la fin des années 1990, ces mouvements, opérant sous la menace du gouvernement et dans la semi-clandestinité, ont commencé à s'effriter. Certains des dirigeants les plus dynamiques, tels que Carlson Anyangwe, ont choisi de s'exiler. Des sites Internet, opérés à partir de l'étranger, sont devenus des instruments importants de la propagande sécessionniste, mais sur le terrain, l'élan s'est perdu. S'il est évident qu'il y a eu une répression gouvernementale, certains groupes ont été soupçonnés d'avoir participé à des trafics de cartes de membres utilisées dans des demandes d'asiles en Occident.¹⁰⁰

Au-delà du sort de mouvements particuliers, l'insatisfaction demeure et le problème de la minorité anglophone pose plus généralement la question de la place à donner aux différences historiques et culturelles dans un pays dont le gouvernement reste obsédé par le concept d'unité nationale issu des années 1960.

Parmi les Camerounais ordinaires, les relations entre les deux communautés sont généralement bonnes, même si les griefs spécifiques des Anglophones sont généralement peu ou mal compris. Mais au sein des élites, Francophones comme Anglophones ont des comportements qui favorisent la polarisation. Les mouvements anglophones exagèrent les différences pour mobiliser autour de leur cause (la déclaration de Buea est un bon exemple de cela). Les Francophones continuent de voir la question en termes d'assimilation, et estiment que fournir aux Anglophones des occasions de s'intégrer à la vie publique dominée par les Francophones est un acte de générosité.

Cette dynamique de méfiance et de polarisation a parfois été source de violences. Des membres de la SCYL ont été appréhendés en 1997 en train d'essayer d'acquérir des explosifs. Les confrontations qui ont suivi ont coûté la

vie à des membres des forces de sécurité et à des militants anglophones. De nouvelles violences se sont produites en 1999, quand un petit groupe de militants s'est emparé de la branche locale de la station de radio et télévision nationale à Buea, tandis que des incidents à Kumba en 2001 présentaient le même scénario d'un mouvement de contestation amateur suivi d'une violente répression par les forces de sécurité.¹⁰¹

3. Relations avec les voisins : succès diplomatiques et risques persistants

Dans l'esprit de beaucoup de Francophones, la population anglophone est souvent associée, à tort, à la vaste communauté d'immigrés nigériens (environ 1 million). Les relations avec le Nigeria ont connu des fortunes diverses, passant de périodes de tensions à des épisodes de succès diplomatique, dont la résolution de la question de Bakassi est l'exemple le plus récent.

De nombreux ressortissants de l'Est du Nigeria (que les Camerounais appellent communément Igbo - le plus grand groupe ethnique de la région) se sont installés dans l'Ouest du Cameroun à la fin de la période coloniale. Lors de la réunification en 1961, ils se sont retrouvés étrangers dans un pays où beaucoup d'entre eux habitaient depuis des décennies. Beaucoup de ressortissants nigériens ont passé toute leur vie au Cameroun, renouvelant régulièrement leurs cartes de résidents étrangers. La réunification les a rendus plus vulnérables dans leurs relations avec la population locale et les autorités, mais ne les a pas empêchés de prospérer dans les affaires et le commerce (y compris dans le commerce informel avec le Nigeria). Le harcèlement dont ils sont victimes de la part des autorités camerounaises demeure une source d'inquiétude pour les autorités et leurs concitoyens nigériens.¹⁰²

Ces préoccupations de longue date concernant le traitement de la population nigérienne n'ont pas empêché des périodes de bonne entente entre les chefs d'Etat. En 1968, en particulier, Ahidjo a résisté aux pressions françaises et n'a pas soutenu les sécessionnistes du Biafra lors de la guerre civile nigérienne. Cette décision a privé les Biafrais d'une base arrière potentielle et était en partie motivée par les propres inquiétudes d'Ahidjo à propos de l'unité nationale et des risques de sécession.¹⁰³

⁹⁹ Entretien de Crisis Group, militant anglophone, Douala, mai 2009. L'appel à la sécession a été lancé en 1980 par le mouvement « Ambazonia » créé par Gorji Dinka en 1985, et nommé d'après l'un des premiers postes britanniques au Cameroun.

¹⁰⁰ Sur le déclin de ces mouvements, voir Konings et Nyamnjoh, op. cit., p. 102-103. Sur la question des demandes d'asile, entretien de Crisis Group, ancien employé d'une mission diplomatique occidentale, janvier 2009.

¹⁰¹ Voir Konings et Nyamnjoh, op. cit., chapitre 4.

¹⁰² Entretien de Crisis Group, diplomate nigérien, Yaoundé, mars 2010. Voir également Konings, « The Anglophone Cameroon-Nigeria Boundary : Opportunities and Conflict », *African Affairs*, 2006.

¹⁰³ Entretien de Crisis Group, ancien membre du Secrétariat de défense nationale, Yaoundé, mars 2010.

Cependant, après des changements de régime au Nigeria, des tensions sont apparues au début des années 1980 au sujet de la péninsule de Bakassi, petit bout de terre potentiellement riche en pétrole situé à l'extrémité maritime de la frontière entre les deux pays, et de villages autour du lac Tchad, dont l'appartenance territoriale était contestée. La dispute de Bakassi, qui combinait des questions sensibles de souveraineté territoriale, de traitement des ressortissants nigériens sur le sol camerounais et de contrôle des ressources, a provoqué des épisodes de conflit armé ouvert en 1981, 1993 et 1996. Tandis que les Nigériens soulignaient qu'ils contrôlaient la zone depuis l'indépendance, le Cameroun se basait sur des traités anglo-allemands signés entre 1885 et 1913 pour soutenir leurs revendications territoriales.

En 1994, le Cameroun a saisi la Cour internationale de justice, qui a tranché en sa faveur en 2002. Les contacts et efforts diplomatiques de haut niveau de la part des Nations unies, de la France, du Royaume-Uni et des Etats-Unis ont amené un Nigeria initialement réticent à accepter la décision de la Cour. L'accord de Greentree, signé par les deux parties en 2006, traite de la question des ressortissants nigériens sur le territoire, et le retrait nigérian a été complété en 2008.

La résolution de cette dispute est une réussite diplomatique qui témoigne que l'Etat camerounais peut agir de façon compétente et décisive quand il s'agit de questions de sécurité nationale. La participation du pays à la mise en place de la Commission du Golfe de Guinée, une structure régionale de développement et de sécurité regroupant huit nations, démontre aussi qu'il est prêt à collaborer avec ses voisins pour relever des défis communs.¹⁰⁴

Des risques demeurent cependant, liés en particulier à la montée de la criminalité sur les côtes et en mer, qui revêt dans certains cas un caractère politique. Les Combattants pour la liberté de Bakassi (*Bakassi Freedom Fighters*), un gang armé qui partage de nombreux traits avec les militants du Delta du Niger au Nigeria, affirment vouloir remettre en question la souveraineté camerounaise et représenter les griefs de la population de Bakassi. Le gouvernement, inquiet, a récemment positionné une unité du BIR dans la zone et a mis en place un système de partage d'informations avec le Nigeria, avec l'intention de mener de futures patrouilles communes.¹⁰⁵

Le Cameroun partage de longues frontières avec le Tchad et la RCA, deux pays minés par des conflits endémiques.¹⁰⁶ S'il a fait profil bas au niveau de la diplomatie régionale, un certain nombre de questions le concernent de près, telles que des points de contestation non-résolus autour de la démarcation de la frontière avec le Tchad ; les explorations de pétrole et d'uranium le long de cette frontière ; le bon fonctionnement de l'oléoduc tchadien ; et l'acheminement de marchandises depuis le port de Douala.

Le Cameroun souffre de la criminalité émanant de ces deux pays (voir ci-dessus) et du nombre important de réfugiés, dont 80 000 viennent de la RCA.¹⁰⁷ Du fait de la porosité des frontières et de l'absence de perspective de règlement à long terme des conflits dans ces pays, les risques existent, et la présence de réfugiés est fortement susceptible de provoquer des pénuries de ressources locales. Mais leur présence a pour l'instant été bien gérée et les relations diplomatiques sont de façon générale bonnes, marquées par les visites à Yaoundé des présidents Bozizé et Déby pendant la seconde moitié de 2009. Il existe des commissions mixtes de sécurité, y compris au niveau local, même si celle avec la Centrafrique est moribonde.¹⁰⁸ Point le plus crucial, le Cameroun ne fait pas partie du « système de conflits » d'Afrique centrale, et les groupes rebelles de l'Est ne reçoivent aucun soutien officiel de la part de Yaoundé.

¹⁰⁴ La Commission du Golfe de Guinée comprend l'Angola, le Cameroun, la République du Congo, la République démocratique du Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale, le Nigeria et Sao Tomé et Principe.

¹⁰⁵ Entretien de Crisis Group, diplomate nigérian, Yaoundé, mars 2010. Un prochain briefing de Crisis Group se penchera sur les actions du BIR. Sur les aspects sécuritaires de la question de Bakassi, voir Ernest Claude Messinga, « Les forces

armées camerounaises et souveraineté du Cameroun sur la presqu'île de Bakassi », in Boulaga (dir.), op. cit.

¹⁰⁶ Voir www.crisisgroup.org pour les rapports de Crisis Group sur le Tchad et la RCA.

¹⁰⁷ Voir « Près de 18 000 nouveaux centrafricains réfugiés au Cameroun en un an (HCR) », Agence France-Presse, 2 mars 2010.

¹⁰⁸ Voir « Cameroun-RCA la sécurité aux frontières préoccupée », *Mutations*, 9 décembre 2009.

V. LE CAMEROUN EST-IL FRAGILE ?

Les personnes hostiles au régime Biya ont tendance à décrire le Cameroun comme une poudrière qui n'attend qu'une étincelle pour exploser. Les observateurs plus modérés affirment que le pays parviendra à s'en sortir, que les forces centripètes s'avèreront les plus fortes et que le nombre de professionnels éduqués avec des intérêts dans le système est trop élevé pour que le pays parte à la dérive. Le scénario le plus probable se trouve sans doute à mi-chemin, mais les risques sont réels.

A de nombreux égards, le Cameroun est un Etat fragile classique. Sur tous les plans, ses institutions sont fragiles - faible participation de la population au processus politique, sélection très problématique des élites politiques, et moyens limités pour obliger le gouvernement à rendre des comptes.¹⁰⁹ De plus, le gouvernement souffre toujours d'un sérieux déficit de légitimité - il est généralement perçu non comme représentant des aspirations nationales, mais plutôt comme rassemblant des intérêts privés.

La communauté internationale, qui concentre ses efforts sur les pays instables de la région, espère que le Cameroun s'en sorte tout seul. Bien que stagnante, l'économie, très tournée vers l'exportation de matières premières, génère des revenus significatifs pour de nombreux investisseurs et pays donateurs.¹¹⁰ Soucieux d'accroître leurs intérêts particuliers, ces derniers n'ont pas formé un front commun en faveur du changement.

Tandis que certains font pression en faveur d'une réforme, la plupart des diplomates et bailleurs de fonds à Yaoundé finissent par adhérer au discours du régime, affirmant en privé que l'opposition a une grande part de responsabilité dans la faiblesse de la démocratie et mettant l'accent sur le souci du respect d'un supposé compromis entre réforme et stabilité. Comme ils ne restent en général que deux ou trois ans sur place, ils soutiennent souvent les réformes

gouvernementales, dans une ignorance apparente des échecs de leurs prédécesseurs.¹¹¹

Les bailleurs de fonds conservent néanmoins un poids considérable. Leur aide - 5 pour cent du PNB - est importante, comme l'est le désir du régime d'éviter un statut de paria international. Les bailleurs de fonds peuvent et doivent exploiter cette situation pour imposer de vraies réformes. Mais pour aller au-delà du jeu hypocrite des fausses réformes, il faudrait une bien meilleure coordination entre bailleurs de fonds, un discours diplomatique plus clair et plus fort et une plus grande continuité dans le suivi des programmes d'assistance. La communauté internationale doit être plus au fait des fragilités du Cameroun et de leurs conséquences potentielles.

A. FORCES

En dépit de problèmes évidents, l'Etat est solide à certains niveaux. Il y a d'importantes niches de compétence et de professionnalisme et le fonctionnement des institutions est loin de la désintégration dont souffrent les « Etats défaillants ». D'autre part, beaucoup de hauts responsables de l'Etat, y compris dans le secteur de la sécurité, ont pu constater les conséquences de ces effondrements dans les pays voisins, et sont aussi issus d'un système qui met constamment l'accent sur l'unité. Que ce soit pour des intérêts personnels ou pour protéger le régime (ou, plus probablement, une combinaison des deux), beaucoup sont déterminés à éviter la désintégration de l'Etat. Le régime jouit, de ce fait, d'une certaine stabilité, qui rend la perspective d'un conflit moins probable en cas de crise interne ou de choc externe.

En dehors des cercles du pouvoir, il y a une absence frappante de causes ou d'acteurs mobilisateurs de violence anti-gouvernementale. Dans les années 1950, le conflit était centré sur la lutte pour l'indépendance. Dans les années 1990, il était centré sur la lutte pour la démocratie. Mais la mise en place d'une démocratie formelle a maintenant désamorcé une bonne partie de cet élan. Par ailleurs, avec le déclin des partis politiques, la faiblesse de la société civile, et les divisions perpétuelles créées par les suspicions de connivence, il y a très peu de groupes capables de transformer des accès de mécontentement isolés en crise nationale. Le Cameroun n'a pas été témoin, du moins pour le moment, de l'émergence de milices politiques armées comme au Kenya ou au Nigeria, même si la

¹⁰⁹ Ces indicateurs de force et de faiblesse institutionnelles proviennent de « Drivers of Fragility : What Makes a State Fragile? », document de travail du ministère britannique pour le développement international (UK Department for International Development), Londres, 2005.

¹¹⁰ Les exportations principales du Cameroun sont pratiquement toutes des matières premières. Ce sont, par ordre d'importance décroissante, le pétrole, le bois, le cacao, l'aluminium, le coton, les bananes et le café. La production de pétrole s'est stabilisée depuis les années 1990, mais de nouvelles découvertes, particulièrement de gisements de gaz, suggèrent que le secteur de l'énergie va continuer à jouer un rôle-clé dans les ressources de l'Etat. Le pétrole représentait un peu plus de 10 pour cent du PNB en 2007, selon les chiffres de l'Economist Intelligence Unit.

¹¹¹ Il a été particulièrement frappant d'entendre des représentants des pays donateurs parler avec optimisme, au début de l'année 2010, des projets de réforme de la loi électorale, à peine une année après que le président Biya ait rendu la nouvelle commission électorale caduque en y incorporant un nombre important de ses partisans. Entretien de Crisis Group, représentant de pays donateurs, Yaoundé, mars 2010.

montée des crimes violents témoigne de la présence d'une jeunesse agitée, qui pourrait être manipulée par des politiciens sans scrupules.¹¹²

A de nombreux égards, les Camerounais ont cessé toute interaction avec l'Etat depuis les heures de gloire de la construction de la nation dans les années 1960 et 1970. Bien que l'Etat continue à fournir une variété de services, l'accès des citoyens les plus pauvres ne s'est pas amélioré. Les attentes vis-à-vis de l'Etat ont diminué. Certaines institutions, telles que les organisations ethniques traditionnelles, les coopératives d'épargne et de commerce et les groupes religieux, se chargent désormais d'entretenir la cohésion sociale. Même si certaines, comme l'église et les autorités traditionnelles, ont été politisées, elles sont encore parfois en mesure de prévenir d'éventuels conflits.

L'émigration de jeunes éduqués pourrait réduire encore les risques de conflit. Bien que l'émigration soit un phénomène récent et ne soit pas aussi développée que dans d'autres pays africains (en partie parce que le gouvernement craignait de permettre à une importante opposition de se développer en exil), celle-ci est en hausse depuis la crise économique du début des années 1990. Il est désormais plutôt normal pour les familles de classe moyenne d'avoir la majorité de leurs enfants à l'étranger. C'est un point important, non seulement à cause du soutien financier que ces migrants apportent à leurs familles, mais aussi parce que ce phénomène réduit le nombre de jeunes mécontents et chômeurs, ce qui rend peu probable la multiplication des mobilisations violentes.¹¹³

Enfin, beaucoup d'opposants au régime ne voient aucun avantage à tirer de la violence. Les souvenirs douloureux de la guérilla des années 1950 restent vivaces et sont souvent transmis dans les familles de génération en génération (avec le conseil de « ne pas se mêler de politique »).¹¹⁴ De plus, la longévité-même du régime lui procure une réputation de solidité, limitant par là-même les risques de violence politique.

¹¹² Un prochain briefing de Crisis Group se penchera sur la mobilisation de la rue. Voir aussi Marie-Emmanuelle Pommerolle, « La démobilisation collective au Cameroun : entre régime post-autoritaire et militantisme extraverti », *Critique Internationale*, 2008.

¹¹³ Les analystes de Crisis Group ont rencontré de nombreuses familles dans cette situation. Un dirigeant de la jeunesse à Douala, qui a participé aux manifestations contre Biya en 2008, a indiqué qu'il était difficile de mobiliser les jeunes « parce que tous ceux qui se souviennent des mouvements des années 1990 vivent maintenant à l'étranger ». Entretien de Crisis Group, mai 2009. La fuite des cerveaux a aussi un impact négatif sur le pays, qui se trouve ainsi privé de sa force de travail qualifiée, et peut donc être perçue comme un facteur de fragilité à plus long terme.

¹¹⁴ Entretiens de Crisis Group, familles d'anciens militants de l'UPC, Bafoussam, mai 2009 et Douala, mars 2010.

B. FAIBLESSES

1. Facteurs de conflit

Ces éléments de solidité ne doivent pas occulter les nombreux facteurs qui pourraient faire basculer le Cameroun dans un conflit ouvert. Le pays continue de présenter un schéma de blocages suivis de crises, observable depuis les années 1950. En effet, les similitudes entre les violences de 1945, 1955, de 1990/1991 et de 2008 sont frappantes. Dans tous les cas, une combinaison de revendications politiques et économiques a conduit la population à descendre dans les rues des principaux centres urbains du Sud et de l'Ouest, provoquant une réponse violente des forces de sécurité qui a coûté la vie à des dizaines de personnes.

Ce schéma de blocage-puis-crise est renforcé par le refus du régime de nouer un dialogue fructueux, par le déclin de l'opposition et par l'utilisation de la violence par l'Etat pour réaffirmer son autorité défaillante. Ceci témoigne d'une rigidité dans les relations entre l'Etat et la population qui laisse présager de difficultés à surmonter les futurs défis.¹¹⁵

Depuis les années 1970, l'économie du Cameroun a été « informalisée », la réduction des emplois stables poussant de plus en plus de jeunes à vivre de petits commerces dans les centres urbains. Parallèlement, le nombre des personnes très riches a augmenté. Ce fossé grandissant entre les classes sociales et la perception que la richesse et le succès ne dépendent plus du talent ou du travail mais plutôt de la chance et des connexions politiques ont un impact très négatif sur le tissu social.

Beaucoup ont le sentiment que le pays est « pillé » par ses élites, qui toutes envoient leur argent et leurs enfants à l'étranger. C'est une source de grande colère et de frustration chez des jeunes qui luttent pour trouver un emploi, fonder une famille et entrer pleinement dans la vie adulte.¹¹⁶ Alors que le service public stagne ou se détériore, les inégalités deviennent héréditaires, par exemple du fait des différences entre les universités publiques qui manquent

¹¹⁵ Comme l'a écrit Susan Woodward, « le signe le plus clair de l'échec imminent [de l'Etat] est une remise en cause crédible du monopole de l'usage légitime de la force. ... *Tout aussi problématique est le recours prématuré à la force parce que l'Etat manque d'autres instruments exécutifs.* » (mise en italique par Crisis Group), *Fragile States, Exploring the Concept*, communication présentée à la réunion « Peace and Social Justice » de la fondation Ford, Rio de Janeiro, Brésil, novembre 2004.

¹¹⁶ D'après l'Institut national des statistiques du Cameroun, le chômage chez les jeunes était de 13 pour cent en 2005, mais était bien plus élevé dans les centres urbains. Dans la mesure où ce chiffre reflète le chômage plutôt que le sous-emploi, il sous-estime sans aucun doute l'étendue du problème.

de ressources et le petit nombre d'universités privées, de grande qualité mais souvent chères.

Le Cameroun présente une certaine division ethnique du travail - certains groupes prospèrent par exemple dans le commerce, tandis que d'autres excellent dans les emplois formels. Bien que ces distinctions relèvent souvent plus de la perception que de la réalité, certains, à la fois au sein du régime et dans l'opposition, les utilisent pour prétendre que les divisions sociales et économiques sont communautaires, et pour établir de ce fait des bases politiques locales. Par conséquent, les gens ont tendance à croire qu'un certain groupe est favorisé par rapport à un autre, qu'il peut « voler » des terres, des emplois ou d'autres avantages.

Cette vision communautaire des avantages et désavantages économiques trouve sa source dans la manière dont le pays est gouverné et est évidente dans les tensions entre Bamiléké et Douala dans la ville de Douala, entre Peuls et non-Peuls dans le Nord, entre Anglophones et Franco-phones et ainsi de suite. Elle provient de la politique « d'équilibre régional » des années 1970 mais est maintenant encouragée par le régime, qui met l'accent sur les droits différents des groupes autochtones et « étrangers » et a politisé le statut des chefs traditionnels locaux. Cette vision est très dangereuse et pourrait être un facteur aggravant en cas de crise.

La politisation des relations intercommunautaires, tant au plan local que national, réduit les possibilités en matière de gestion de conflit. Peu d'efforts ont été faits pour résorber les tensions ethno-régionales persistantes, dont les origines peuvent généralement être retracées jusqu'à un épisode spécifique de violence (l'Ouest à la fin des années 1950, le Nord en 1984), excepté pour coopter les élites de chaque groupe. Les élites locales elles-mêmes utilisent fréquemment à leurs propres fins le discours de la différence ethnique, créant suspicions et divisions là où il n'y en avait aucune. La distribution inégalitaire des ressources, basée sur le favoritisme politique, y compris parmi les hauts responsables des forces de sécurité, est dangereuse. Elle suscite du mécontentement parmi les exclus, affaiblit la légitimité des dirigeants locaux et rend les changements au pouvoir, tant au niveau local que national, plus difficiles à gérer.

Les relations entre les forces de sécurité et la population sont mauvaises. Les abus de droits de l'homme sont fréquents, souvent commis dans le cadre d'opérations de lutte contre la criminalité.¹¹⁷ Les forces de sécurité ont

connu quelques succès, notamment contre les « coupeurs de route » dans le Nord. Mais le bilan est remarquablement inégal, comme cela a été prouvé par l'incapacité à réagir à l'attaque spectaculaire opérée par un gang armé sur Limbe en septembre 2008.

La violence d'Etat prend souvent pour cible les plus petits poissons, comme dans la tristement célèbre affaire du « Bapenda 9 », un groupe de jeunes hommes enlevés par des forces de sécurité à Douala en 2001 et toujours portés disparus. Des abus sont souvent commis pour extorquer de l'argent à la victime ou à sa famille, et les membres des forces de sécurité jouissent d'une grande impunité. Dans un tel contexte, les rancœurs persistantes dues à des abus commis contre des membres de famille, les expériences de torture et les désirs de vengeance risquent de devenir de nouveaux facteurs de conflit à l'avenir.

La démocratie est perçue par beaucoup comme le droit de choisir leurs dirigeants, mais aussi comme une manière d'établir une légitimité et de convenir des « règles du jeu ». Sans un tel accord de base, les institutions et l'Etat de droit resteront superficiels. Après son échec démocratique, le Cameroun a beaucoup de mal à convenir de telles règles.

Beaucoup de membres du régime n'ont jamais voulu admettre que la démocratie multipartite convenait au Cameroun, mais ils ont peu à offrir sauf à continuer à étiqueter l'opposition comme subversive et à brandir une nostalgie déplacée pour la période Ahidjo.¹¹⁸ Les courants modernistes au sein du RDPC sont systématiquement anéantis lorsqu'ils tentent de remettre en cause l'association entre Etat et parti - démontrant que le pluralisme reste inacceptable aux yeux des caciques du régime. Par conséquent, le régime ne fait que rarement, voire jamais, preuve de bonne foi lorsqu'il entame des négociations avec l'opposition, et peu de personnes au Cameroun croient donc que le changement pourra survenir par la voie légale.

Le problème de la constitution est un exemple de cette érosion de l'Etat de droit. En maintenant de facto deux constitutions en même temps et en sélectionnant des éléments de chacune, le régime crée délibérément une fluidité légale qui peut être utilisée pour s'acheter des soutiens. Une telle approche est très dangereuse. En minant les bases du régime constitutionnel et légal, le pouvoir risque de créer les conditions d'un chaos qui pourrait l'engloutir.

¹¹⁷ Des exemples de violations de droits humains sont disponibles dans les rapports d'Amnesty International, de la Fédération internationale des droits de l'homme et de l'Observatoire national des droits de l'homme au Cameroun.

¹¹⁸ Un analyste de Crisis Group a interrogé un très haut responsable du RDPC juste après le chaos des élections locales et législatives de 2002, et celui-ci a exprimé le sentiment, sans doute en partie sincère et en partie opportuniste, que ce chaos démontrait que le multipartisme ne pouvait pas fonctionner au Cameroun.

2. Scénarios

Il y a plusieurs sources possibles de conflit au Cameroun, aucune n'étant mutuellement exclusive.¹¹⁹ La possibilité de violences autour des élections prévues en 2011 ne peut pas être négligée. Les revendications démocratiques ont longtemps été un aspect important des violences urbaines. Bien que les espoirs de démocratie aient diminué ces quinze dernières années, ces risques restent très apparents. Un nouveau processus électoral bancal, qui retournerait le même régime au pouvoir dans un contexte de frustrations socio-économiques croissantes, pourrait créer un cycle important de colère et de répression.

L'état actuel de l'organisation des élections n'est pas de bon augure. Après la création en 2008 du corps électoral Elecram (Elections Cameroun), auquel le président Biya s'est empressé de nommer ses partisans, les relations légales exactes entre ce corps et les autres acteurs du processus électoral, particulièrement le ministère de l'intérieur, restent floues. Il est probable que le régime crée à nouveau une fluidité légale pour servir ses propres intérêts, rendant la résolution des contentieux plus difficile.

Peu croient maintenant que le processus électoral puisse donner aux citoyens l'occasion de choisir un nouveau gouvernement s'ils le souhaitent. Beaucoup dans la communauté internationale semblent accepter cette situation et pressent le président Biya de préparer, d'une manière ou d'une autre, sa succession au sein du régime – soit en passant la main en douceur, soit en nommant un successeur constitutionnel, qui aura de facto le pouvoir de prendre les rênes au moment voulu et saura gérer les rivalités autour de la présidence et du processus de nomination, au sein du parti, d'un éventuel candidat à la présidentielle.¹²⁰

Etant données les relations tumultueuses entre les barons du parti et le souvenir que Biya garde du sort d'Ahidjo en 1983, il est très peu probable qu'il prépare adéquatement sa succession ou que son successeur (désigné ou pas) ait la légitimité nécessaire pour consolider sa position. Biya est donc susceptible de laisser derrière lui une situation légale et politique dangereusement indécise. Partant, deux scénarios sont possibles – soit les élites actuelles trouvent

un consensus et sortent maîtres de la situation, soit les forces de sécurité interviennent, d'une manière organisée ou par le biais de sous-officiers.

Cette dernière éventualité n'est pas à exclure. En Guinée, la perte de confiance dans la constitution sous Conté a préparé le terrain pour une prise de pouvoir militaire à sa mort en décembre 2008, avec des conséquences désastreuses.¹²¹ Le Cameroun ne peut pas être directement comparé à la Guinée, dont les institutions étaient exceptionnellement faibles et où le respect de la hiérarchie avait quasiment disparu au sein de l'armée à la fin de 2008. On observe néanmoins des traits communs, notamment dans le fait que peu de Camerounais croient que la voie constitutionnelle pourra être empruntée en cas de changement à la tête de l'Etat. La force a toujours joué un rôle décisif dans l'établissement et la consolidation du pouvoir. Les frustrations de la population sont telles qu'un jeune populiste, issu de l'armée ou en partie soutenu par elle, pourrait prendre le pouvoir, promettant de faire le grand ménage.

Le Cameroun peut faire face à ces risques à court et moyen termes sans conflit violent. Mais une détérioration à plus long terme n'est pas à exclure. En Côte d'Ivoire, la lutte pour la succession du président Houphouët-Boigny, dans un Etat très centralisé semblable à maints égards à celui du Cameroun, a posé les bases de l'éclatement ultime de la guerre civile huit ans après sa mort. En outre, le système politique clientéliste de la Côte d'Ivoire n'a pas pu faire face à un déclin économique profond, créant des antagonismes au sein des communautés et élites. Si les questions plus générales de la gouvernance du Cameroun et du fossé politique et économique croissant entre gouvernants et gouvernés ne sont pas résolues, le pays pourrait connaître ce qu'un universitaire a qualifié de « pourrissement par les pieds », ce qui à long terme pourrait poser les bases d'un conflit civil.¹²²

¹¹⁹ Un prochain briefing de Crisis Group évaluera en détails certains de ces risques.

¹²⁰ Entretien de Crisis Group, diplomates et représentants des bailleurs de fonds, Yaoundé, mars 2010. Le successeur constitutionnel actuel est le président de l'Assemblée nationale, Cayaye Yeguje Djibril, qui a peu d'assise politique. Il est très peu probable qu'il soit en mesure de prendre de facto le pouvoir en cas de transition. Tandis que la plupart des observateurs pensent que le président Biya sera candidat à la présidence en 2011, la question de sa succession est essentiellement liée à son âge (77 ans en 2010) et à la crainte que sa santé défaillante ou son décès soudain pourrait déstabiliser le pays.

¹²¹ Sur la Guinée, voir le Briefing Afrique n°58 de Crisis Group, *Guinée : la transition ne fait que commencer*, 5 mars 2009.

¹²² Entretien de Crisis Group, universitaire, Yaoundé, mars 2010.

VI. CONCLUSION

Le plus grand risque pour le Cameroun est celui d'une crise provoquée par la convergence de plusieurs éléments déstabilisateurs. Par le passé, les troubles sont partis de la rue (1945, 1955, 1991, 2008) ou du palais (1983, 1984). Mais il est possible que les deux éléments s'associent et que des troubles à un niveau se propagent à travers le pays, à mesure que les agitateurs exploitent les occasions de mettre les communautés dos-à-dos. Un changement de président est l'évènement le plus susceptible de provoquer l'étincelle. Le risque est particulièrement important, puisqu'après n'avoir connu que deux présidents en cinquante ans, beaucoup ont le sentiment que le prochain titulaire restera longtemps au pouvoir. Les enjeux pourraient difficilement être plus grands.

Pour empêcher un tel scénario, l'élite camerounaise doit s'en tenir aux règles, y compris celles qu'elle a elle-même façonnées. Si les aspects formels de la démocratie sont importants, ses fondations doivent être reconstruites, et cela requiert un changement de fond, essentiellement de la part du régime et des élites dirigeantes. Sans ce changement de fond, le fossé entre les attentes de la population et le refus du régime d'opérer des changements pourrait s'avérer insoutenable, même pour la stabilité tant vantée du Cameroun.

Dakar/Nairobi/Bruxelles, 25 mai 2010

ANNEXE A
 CARTE DU CAMEROUN



ANNEXE B

CARTE DU CAMEROUN 1919-1960



 Cameroun britannique Sud rejoint le Cameroun en 1961

 Cameroun britannique Nord rejoint le Nigéria en 1961

ANNEXE C

HISTOIRE DU CAMEROUN – CHRONOLOGIE

- 1884**
Etablissement du protectorat allemand (juillet).
- 1907**
Le Gouverneur Von Puttkamer est rappelé en Allemagne pour brutalité envers les populations locales.
- 1915**
Pendant la Première Guerre mondiale, les Britanniques et les Français poussent les Allemands hors du Cameroun.
- 1916**
Les Britanniques et Français se partagent le territoire camerounais (mars).
- 1922**
Le Cameroun est divisé en deux entités distinctes placées sous mandats de la Société des nations (SDN).
- 1924**
Le code de l'indigénat est introduit au Cameroun français.
- 1938**
Fondation de la Jeunesse camerounaise française (Jeucafra) au Cameroun français.
- 1940**
Emmenées par le colonel Leclerc, les Forces françaises libres s'emparent de Douala (août).
- 1941**
Fondation de la *Cameroon Youth League* (CYL) au Cameroun britannique.
- 1944**
De Gaulle articule sa position relativement libérale sur la question coloniale à la conférence de Brazzaville.
- 1945**
A Douala, l'administration coloniale française réprime violemment les mouvements de grève (septembre). Des élections ont lieu pour former la première Assemblée nationale constituante en France : pour la première fois, deux députés du Cameroun français y sont élus (21 octobre).
- 1946**
Le régime de tutelles de l'ONU remplace le régime de mandats de la SDN.
Le code de l'indigénat est aboli au Cameroun français.
La seconde Assemblée nationale constituante française est élue : deux députés du Cameroun français y siègent (2 juin).
La première élection d'une Assemblée représentative du Cameroun (Arcam) a lieu au Cameroun français (22 décembre).
- 1948**
L'Union des peuples du Cameroun (UPC) est fondée au Cameroun français (avril).
- 1949**
La *Cameroon National Federation* (CNF) et le *Kamerun United National Congress* (KUNC) sont créés au Cameroun britannique.
- 1951**
Le Bloc démocratique camerounais (BDC) est fondé par Louis Paul Aujoulat au Cameroun français.
Première élection de l'*Eastern Region House of Assembly* au Cameroun britannique qui fait alors partie de la fédération du Nigeria administrée par le pouvoir colonial britannique (août-décembre).
- 1952**
Ruben Um Nyobé, le secrétaire général de l'UPC, s'exprime devant la Quatrième commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, et réclame qu'une date soit arrêtée pour l'indépendance du Cameroun (décembre).
- 1954**
Les Britanniques accordent à la partie Sud du Cameroun britannique un statut quasi-régional au sein de la fédération du Nigeria.
- 1955**
John Foncha rompt avec le KNC pour former le *Kamerun National Democratic Party* (KNDP).
- Des émeutes à Douala sont matées par le pouvoir colonial français (mai).
Tenant l'UPC pour responsable, l'administration française la fait interdire.
- 1956**
La première élection de l'Assemblée législative camerounaise (Alcam) a lieu au Cameroun français (23 décembre). L'UPC n'a pas le droit de se présenter. Les violences qui entourent les élections signent le début de la guérilla de l'UPC contre l'administration coloniale.
- 1957**
La *House of Assembly* de la partie Sud du Cameroun britannique est élue : le KNC gagne avec une faible avance ; Emmanuel Endeley devient Premier ministre.
- 1958**
Ahmadou Ahidjo quitte le Bloc démocratique camerounais et fonde l'Union camerounaise (UC) au Cameroun français.
Les Britanniques accordent le statut régional intégral à la partie Sud du Cameroun britannique au sein de la fédération du Nigeria.
Um Nyobé est tué par les forces militaires franco-camerounaises, ce qui entraîne l'affaiblissement et la fragmentation de l'UPC.
- 1959**
Les élections à la *House of Assembly* de la partie Sud du Cameroun britannique ont lieu : le KNDP gagne et Foncha devient Premier ministre (23 janvier).
- 1960**
Le Cameroun français devient indépendant sous le nom de « République du Cameroun » (1^{er} janvier).
Un référendum sur la constitution a lieu au Cameroun francophone (21 février).
Les premières élections législatives ont lieu au Cameroun francophone (4 avril).
L'élection présidentielle au suffrage indirect a lieu : Ahidjo devient prési-

dent de la République du Cameroun (5 mai).

Au Cameroun britannique, le KNC et le KPP fusionnent pour former le KNDP (mai).

Foncha et Ahidjo se mettent d'accord sur une union des deux Cameroun (francophone et britannique) dans un cadre fédéral, si la partie Sud du Cameroun britannique vote pour la réunification.

1961

Les Nations unies organisent un plébiscite pour déterminer le futur du Cameroun britannique. La population doit choisir entre la réunification avec le Cameroun francophone et l'intégration au nouvel Etat nigérian : la partie Nord choisit de rejoindre le Nigeria, tandis que la partie Sud opte pour l'association avec la république du Cameroun (11 février).

Ahidjo et Foncha trouvent un accord sur le nouveau système fédéral lors de la conférence constitutionnelle de Foumban (juillet).

Le parlement de la République du Cameroun (Cameroun francophone) approuve la version finale de la constitution fédérale (1^{er} septembre).

L'ancien territoire camerounais du Sud sous tutelle britannique et la République du Cameroun s'unissent pour former la République fédérale du Cameroun constituée de deux Etats, l'Ouest et l'Est (1^{er} octobre). Foncha devient Premier ministre de l'Etat de l'Ouest et vice-président de la fédération.

1962

Accord Ahidjo-Foncha : ils s'engagent à ne pas former d'alliances ni à chercher à rallier des partisans dans l'Etat de l'autre.

Les principales figures politiques de l'UPC sont arrêtées à Yaoundé (janvier).

Les quatre principaux adversaires politiques de Ahidjo sont incarcérés (janvier).

Ahidjo remplace la livre nigériane par le franc CFA dans l'Etat de l'Ouest.

1963

L'Etat de l'Ouest se retire du Commonwealth.

1964

Ahidjo remplace le système de poids et mesures impérial ouest-camerounais par le système métrique est-camerounais.

1965

Augustin Jua devient Premier ministre à la place de Foncha dans l'Etat de l'Ouest : l'emprise de Foncha sur le KNDP est remise en cause.

1966

Instauration du système de parti unique avec la création de l'Union nationale camerounaise (UNC).

1968

Jua est remplacé par Salomon Tandeng au poste de Premier ministre de l'Etat de l'Ouest.

1970

Foncha est remplacé par Muna qui devient vice-président de la fédération.

Les derniers dirigeants de la guérilla UPC et l'archevêque Albert Ndongmo sont arrêtés (avril).

1971

Figure majeure de l'UPC, Ernest Ouandié est exécuté (janvier).

L'archevêque Ndongmo est condamné à mort (janvier), mais sa peine est commuée en réclusion à perpétuité, puis en exil forcé, après l'obtention de la grâce présidentielle.

Les trois principales confédérations syndicales du pays se sabordent et sont ensuite reconstituées au sein de l'aile syndicaliste de l'UNC.

1972

Un référendum constitutionnel consacre l'abolition de la structure fédérale du pays. Le Cameroun devient un Etat unitaire (20 mai) et le poste de Premier ministre est supprimé.

1975

Le poste de Premier ministre est restauré et confié à Paul Biya.

1982

Ahidjo démissionne de la présidence de la république, mais conserve la présidence de l'UNC (4 novembre). Le Premier ministre Paul Biya devient président (6 novembre) et procède à un premier remaniement gouvernemental.

1983

Le troisième remaniement gouvernemental visant à écarter des proches d'Ahidjo du gouvernement fait naître des tensions entre Ahidjo et Biya (18 juin).

Biya annonce avoir découvert un complot ayant pour but de le renverser et fomenté par des Nordistes, sur les directives d'Ahidjo (22 août).

Biya réunit en urgence un congrès extraordinaire de l'UNC pour élire le nouveau président du parti. Il est élu à l'unanimité (14 septembre).

Ahidjo est jugé par contumace et déclaré coupable, avant d'être gracié.

Une loi mettant fin à la candidature unique à l'élection présidentielle est adoptée (novembre).

1984

Biya remporte les élections présidentielles avec 99 pour cent des voix (14 janvier).

Le poste de Premier ministre est à nouveau supprimé (janvier).

Une tentative de coup d'Etat par des membres de la garde présidentielle originaires du Nord est déjouée par les forces loyalistes (4 avril).

1985

Congrès de Bamenda : la réforme de l'UNC aboutit à la création du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC) (mars).

Lors du septième remaniement gouvernemental depuis novembre 1982, dix ministres sont congédiés, tandis qu'une réorganisation des dix gouvernorats du pays a lieu (août).

1986

Les relations diplomatiques sont rétablies avec Israël.

1990

Yondo Black tente de créer un nouveau parti politique mais il est arrêté avec d'autres militants pro-démocratie.

Des manifestations anti-démocratie sont organisées à Yaoundé par le régime Biya (mars-avril).

John Fru Ndi fonde le Front démocrate social (plus connu sous son sigle anglophone, SDF pour Social Democratic Front). Le congrès fondateur est violemment interrompu par l'armée. Six militants sont tués (26 mars).

Les lois anti-subversion sont abrogées par le régime (juillet).

La démocratie multipartite est officiellement autorisée (décembre).

1991

Une grève générale et une opération « villes fantômes » sont organisées pour protester contre le refus de Biya d'organiser une conférence nationale (mars-août).

L'Assemblée nationale amnistie tous les prisonniers politiques ; le poste de Premier ministre est réintroduit (avril).

Une rencontre tripartite est organisée pour débattre de la transition démocratique (octobre-novembre).

1992

Les premières élections législatives multipartites sont boycottées par la plupart des forces d'opposition (1^{er} mars).

Paul Biya est élu président avec une faible avance (11 octobre). Les observateurs internationaux font état de « sérieuses failles » dans le scrutin. John Fru Ndi rejette les résultats et déclare être le véritable vainqueur. Les émeutes qui s'en suivent dans la province du Nord-Ouest sont écrasées par une intervention militaire.

1993

La *All Anglophone Conference* (AAC) expose une position anglophone commune sur les grandes lignes des réformes constitutionnelles à mettre en œuvre. La déclaration de Buea énumère les revendications des Anglophones (avril).

1994

La seconde *All Anglophone Conference* (ACC II) réitère la volonté de voir un régime fédéral se mettre en place et l'intention de faire sécession si le régime Biya se refuse à engager de sérieux pourparlers pour une réforme constitutionnelle (avril-mai).

Le *Anglophone Council* est rebaptisé *Southern Cameroons National Council* (SCNC) (août).

Le président Biya crée un Comité consultatif sur la réforme constitutionnelle (décembre).

1995

La SCNC envoie une délégation à l'ONU pour déposer une pétition contre « l'annexion de la partie Sud du Cameroun par la république du Cameroun et pour l'engagement de

la communauté internationale aux côtés de la partie Sud du Cameroun » (juin).

Le Cameroun intègre le Commonwealth (Octobre).

1996

Une nouvelle constitution est promulguée ; celle-ci prévoit la création de conseils régionaux et d'une seconde chambre, le Sénat, en partie constituée des représentants des régions.

Les premières élections locales ont lieu (janvier).

1997

Lors des élections présidentielles, Paul Biya est réélu président avec 92 pourcents des votes. Le SDF et le CDU boycottent le scrutin.

Elections législatives (17 mai) : le RDPC remporte 109 sièges, le SDF 43, l'UNDP 13, l'UDC 5, tandis que le MDR, l'UC et le MLJC se voient attribués un siège chacun.

L'UNDP entre au gouvernement.

2004

Paul Biya est réélu président avec 75 pour cent des voix (octobre).

2006

Alphonse Siyam Siwé, ancien ministre de l'énergie et de l'eau et ancien directeur du port de Douala, est arrêté et condamné à trente ans de prison pour corruption.

2007

Des élections législatives ont lieu (juillet). Le RDPC remporte 153 sièges, le SDF 16, l'UNDP 6 et l'UDC 4.

2008

Des émeutes éclatent à Yaoundé, Douala, Bamenda et dans d'autres grandes villes pour protester contre la montée des prix de l'essence et des denrées alimentaires, et contre le projet du président Biya d'abolir la limitation des mandats présidentiels (février).

L'ancien ministre de l'économie, Polycarpe Abah Abah, et l'ancien ministre de la santé, Urbain Olanguena Awono, sont arrêtés et accusés de détournement de fonds (avril).

Le parlement amende la constitution et supprime l'article qui limitait à deux le nombre de mandats présidentiels (avril).

L'ancien secrétaire général de la présidence, Jean-Marie Atangana Mebara, est arrêté pour détournement de fonds (août).

ANNEXE D

SIGLES

AAC	All Anglophone Conference
Alcam	Assemblée législative du Cameroun
Arcam	Assemblée représentative du Cameroun
ASC	Anglophone Standing Conference
BDC	Bloc démocratique camerounais. Parti pro-colonial créée en 1951 par le Français Louis Paul Aujoulat pour soutenir l'administration française
BIR	Bataillon d'intervention rapide. Brigade créé en 2001 pour lutter contre le grand banditisme
CDC	Commonwealth Development Corporation/Cameroon Development Corporation
CNF	Cameroon National Federation
CPNC	Cameroon People's National Congress
CUC	Cameroon United Congress
CYL	Cameroons Youth League
Elecarn	Elections Cameroun
FMI	Fonds monétaire international
GCE	General Certificate of Education
Jeucafra	Jeunesse camerounaise française
KNDP	Kamerun National Democratic Party. Un des parti les plus importants du Cameroun britannique, sous John Foncha.
KUNC	Kamerun United National Congress
Manidem	Mouvement africain pour la nouvelle indépendance et la démocratie
MDR	Mouvement pour la défense de la république
PNB	Produit national brut
Pnud	Programme des Nations unies pour le développement
PPTE	Pays pauvres très endettés
RCA	République centrafricaine
RDPC	Rassemblement démocratique du peuple camerounais. Le parti au pouvoir, nommé le CNU jusqu'à 1985.
SCARM	South Cameroons Restoration Movement
SCNC	Southern Cameroons National Council. L'organisation la plus importante parmi les groupes soutenant une sécession de la partie anglophone du pays.
SCYL	Southern Cameroons Youth League
SDF	Social Democratic Front (Front social démocrate). Le parti d'opposition le plus conséquent, créé en 1990 par John Fru Ndi
SEDOC	Service de documentation
UC	Union camerounaise. Le parti au pouvoir au Cameroun français de 1960 à 1966, créé par Ahidjo. Il devient l'UNC en 1966.

UDC	Union démocratique du Cameroun. Parti d'opposition d'importance moyenne, créé par Adamou Njoya au début des années 1990.
UNC	Union nationale camerounaise. Le parti unique entre 1966 et 1985.
UNDP	Union nationale pour la démocratie et le progrès. Le deuxième parti d'opposition, basé dans le nord.
Unicafra	Union camerounaise française
UPC	Union des peuples du Cameroun. Le mouvement de libération nationaliste des années 1950, écrasé pendant les années 1960 et utilisé aujourd'hui par des politiciens opportunistes sans envergure.

ANNEXE E
RESULTATS ELECTORAUX – 1992-2007¹²³

Date	Organe	Résultats	Remarques
1 ^{er} mars 1992	AN (180 sièges)	RDPC 88 sièges ; UNDP 68 ; MDR 18 ; UPC 6	Le SDF et l'UDC boycottent le scrutin.
11 octobre 1992	Présidence	Paul Biya 39,98 % ; John Fru Ndi 35,97 % ; Bello Bouba Maigari 19,22 % ; Adamou Njam Njoya 3,62 %	Les observateurs internationaux décrivent le scrutin comme étant « largement entaché de fraudes ».
17 mai 1997	AN (180 sièges)	RDPC 109 sièges ; SDF 43 ; UNDP 13 ; UDC 5 ; MDR 1 ; UPC 1 ; Mouvement pour la libération de la jeunesse camerounaise (MLJC) 1 ; vacants 7	La Cour suprême annule les résultats dans sept circonscriptions à cause de sérieuses irrégularités. Le vote y est reconduit ; le RDPC remporte tous les sièges, portant ainsi sa représentation à l'Assemblée nationale à 116 sièges.
12 octobre 1997	Présidence	Paul Biya 92,57 % ; Henri Hogbe Ndlend 2,50 % ; Samuel Eboua 2,44 % ; autres candidats 2,49 %	Le SDF, l'UNDP and l'UDC boycottent les élections ; la réforme constitutionnelle de 1996 allonge la durée du mandat présidentiel de 5 à 7 ans.
30 juin 2002	AN (180 sièges)	RDPC 133 sièges ; SDF 21 ; UDC 5 ; UPC 3 ; UNDP 1	La Cour suprême annule les résultats concernant 17 sièges à cause d'irrégularités. Des élections partielles ont donc lieu le 15 septembre 2002 ; le RDPC remporte 16 sièges, le SDF 1.
11 octobre 2004	Présidence	Paul Biya 75,23 % ; John Fru Ndi 17,12 % ; Amadou Ndam Ndjoya 4,71 % ; autres candidats 2,94 %	
22 juillet 2007	AN (180 sièges)	RDPC 140 ; SDF 14 ; UNDP 4 ; UDC 4 ; Mouvement progressif (MP) 1	17 sièges restent vacants après l'annulation par la Cour suprême des résultats dans 5 districts pour suspicion de fraudes. La reconduction partielle du scrutin le 30 septembre donne les résultats suivants : RDPC 13 ; SDF 2 ; UNDP 2.

¹²³ Lors de tous les scrutins durant cette période, l'âge requis pour voter est de 20 ans. Pour être élu à l'Assemblée nationale, l'âge minimum est de 23 ans, et de 35 ans pour être candidat à la présidence de la République. Les candidats à l'élection présidentielle doivent être nés Camerounais, et les candidats aux législatives doivent être citoyens camerounais.